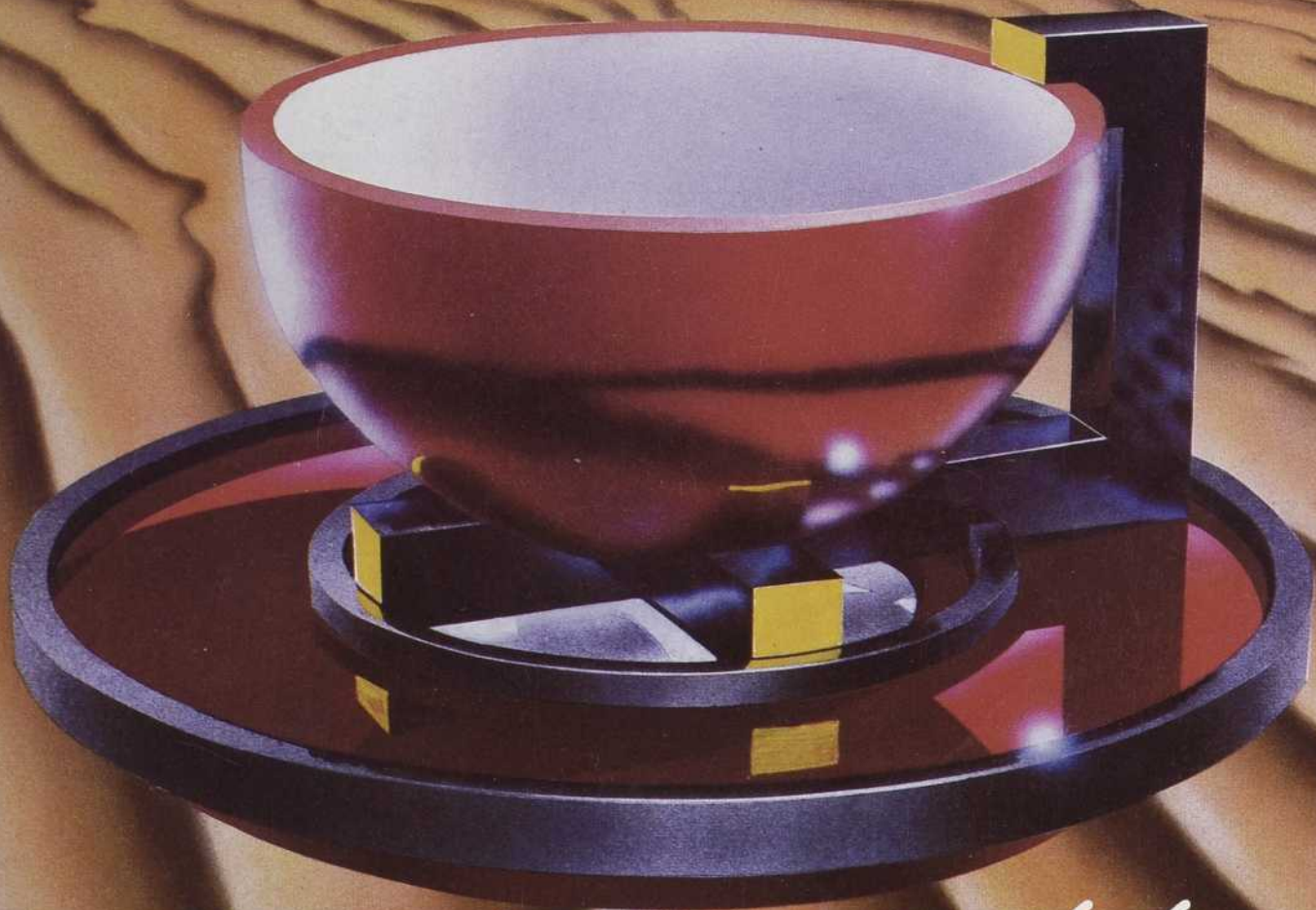


ARCHITECTURE/QUÉBEC

A

R

Q



ARCHITECTURE ET SOCIÉTÉ, RÉALITÉ OU MIRAGE

2

istance.
couleurs.
istinctif
rasses...
arqueler.
rdinage.
rand L'ée

JULIET 1981 \$ 3.00

produit

MEYCOPREN est un procédé d'étanchéité, qui donne un revêtement unique au monde.

MEYCOPREN est un bitume-élastomère qui se coagule instantanément. Il s'applique même sur une surface humide. Les composantes des designs sont imputrescibles. Fabriqué au Québec.



domaines d'application

L'utilisation du MEYCOPREN est virtuellement illimitée dans les situations où l'étanchéité est recherchée.

S'applique sur les toits plats ou en pente, toitures-terrasses, parkings, réservoirs, tunnels, fondations, etc.

Il y a plus de mètres carrés de MEYCOPREN appliqués en Europe que n'importe lequel d'élastomère en feuille.

MEYCOPREN jouit de 2 avis techniques et des assurances.

ÉTANCHÉITÉ MEYCOPREN®



MEYCOPREN EST LTÉE, 11650 Métropolitain est, Montréal, Québec H1B 1A5
Tél.: (514) 645-4507 ou 353-2125 Téléc: 05-828885



LA REVUE DES MEMBRES
DE L'ORDRE DES ARCHITECTES DU QUÉBEC.

5.

ÉDITORIAL

6.

81 ARCHITECTES AU
CONGRÈS 81

Une occasion d'échanger
des idées?
Reportage d'Odile Hénault.

9.

DE LA CRÉDIBILITÉ DES
ARCHITECTES.

Alain Duhamel.

10.

UNE ARCHITECTURE
SOCIALE.

Regard sur les cliniques
d'architecture et les
groupes de ressources
techniques au Québec.
Jean-Louis Robillard.

21.

AUJOURD'HUI
ARCHITECTE MAIS
DEMAIN?

Une perspective sociolo-
gique de la profession
d'architecte.
Jean-Pierre Hardenne.

25.

LES PRIX
D'EXCELLENCE...
"REVUS ET CORRIGÉS".
Une vision critique des
bâtiments qui ont mérité
cette année une mention
d'excellence de l'OAQ.
France Vanlaethem.

28.

MIES VAN DER ROHE ET
AALTO À MONTRÉAL.
Un succès d'animation.
René Viau.



Vol. 1 — No 2 Juillet 1981

©GROUPE CULTUREL
PRÉFONTAINE 1981.
ISSN 0710-1163



Lavalin

Partout au Canada et dans le monde

Siège social: Montréal

INGÉNIERIE · APPROVISIONNEMENT · CONSTRUCTION

GÉRANCE DE PROJETS ET DE CONSTRUCTION

PLANIFICATION · ÉTUDES · RELEVÉS · ESSAIS



EGAN-LAING INC.



"Crescendo"

**UN ASSORTIMENT COMPLET
DE PAPIER-TENTURE ET
DE TISSUS À RECOUVREMENT
POUR SATISFAIRE
TOUS VOS BESOINS...**

204, Place d'Youville, Montréal, Qué., H2Y 2B4 (514) 288-6122

EGAN-LAING INC.

Comité de Rédaction: Pierre Boyer-Mercier, coordonnateur, Jean-Louis Robillard, Pierre Beaupré. **Rédacteur en chef pour le numéro 2:** Jean-Louis Robillard. **Ont collaboré à ce numéro:** Alain Duhamel, Odile Hénault, Georges Adamczyk, Jean-Pierre Hardenne, René Viau, France Vanlaethem, François Giraldeau, Maurice Amiel. **Secrétaire de rédaction:** Jacques de Roussan. **Directeur artistique:** Claude Gendron. **Directeur de la photographie:** Jean Mercier. **Collaborateurs:** J. Claude Marsan, Syd Thomas, Patrick Blouin, J. Jacques Rivier, Yves Deschamps, J. Claude Leblond. **Conseillers:** Jacques Folch-Ribas, André Blouin, Gilles Marchand, Henri Mercier, Jean-Marie Roy, Jean Ouellet, Hubert Chamberland, René Homier-Roy, Laurentin Levesque. **Graphistes:** Joanne Lapointe, Pierre Pelletier.

Bienfaiteurs: O'Keefe et associés, architectes; Boudrias, Boudreau, St-Jean, Dumas, architectes; P.G.L. architectes; Labelle, Marchand, Geoffroy, architectes; David, Boulva, Cleve, architectes; Blouin, Blouin et associés, architectes; Viau, Birtz, architectes; Les architectes Beauchamp, Roy, Pelletier; Bédard, Aversa, architectes; Les architectes Longpré, Marchand; Les architectes Tétrault, Parent, Languedoc; Gauthier, Guité, Roy, architectes; Jodoin, Lamarre, Pratte et associés, architectes; Le Groupe Archi+Plus/Gestion de projets; Mercier, Boyer-Mercier, architectes; Imagerie Design, conception visuelle et graphique.

Représentants publicitaires:

JACQUES LAUZON ET ASSOCIÉS Ltée
Montréal: 50 Place Crémazie, suite 324, Montréal H2P 2S9, (514) 382-8630, telex: 05 825 763
Toronto: 2 Carlton Avenue, Suite 1420, Toronto M5B 1J3, (416) 977-9911, telex: 06 523 444

Services techniques: Photocomposition: Avant-Garde Limitée; Séparations couleur et montage des films lithographiques: Prestolitho ltée; Impression et assemblage: L'Imprimerie RBT limitée.

ARQ/ARCHITECTURE-QUÉBEC est distribué par l'ORDRE DES ARCHITECTES DU QUÉBEC.

Abonnements:

Le numéro: \$3.00
6 numéros: \$15.00
12 numéros: \$25.00

Dépôt légal: 3^e trimestre 1981

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

Les articles et opinions qui paraissent dans la revue sont publiés sous la responsabilité exclusive de leurs auteurs.

ARQ/ARCHITECTURE-QUÉBEC est publié par le GROUPE CULTUREL PRÉFONTAINE, corporation sans but lucratif,

1463 Préfontaine, Montréal H1W 2N6, (514) 523-6832.

Page couverture:

VOL I no 2, Juillet 1981.
— Élément d'un service à thé: projet étudiant de Michel Foti, Céline Gaudreault, Manon Thérout et René Roch du module Design de l'Environnement, Université du Québec à Montréal. L'illustration est de Serge Jacques, architecte.

et, en retard...

Page couverture:
VOL I no 1, Mai 1981.
— Rendu architectural: maison particulière, Saint-Pie-de-Bagot, Québec. Jacques Rousseau, architecte.

AVEC LES ENCOURAGEMENTS DE

L'Association des architectes en pratique privée du Québec A.A.P.P.Q.

3634, rue Aylmer, Montréal
843-6959

Larose, Laliberté, Pettrucci, architectes

980, Ste-Catherine ouest, Montréal,
Suite 400 H3B 1E5
861-1886

Vecsei & Panzini, architectes

300, Léo Parizeau, Bureau 1801,
C.P. 962, Succ. La Cité,
Montréal, H2W 2N1 845-0229

Sankey, Werleman, Guy, architectes

418, St-Sulpice,
Montréal, H2Y 2V5 849-4107

Gilles Lavigueur, architecte

300, Place d'Youville, Bureau C-30,
Montréal, H2Y 2B6 843-4831

Colombani & Sperandio, architectes

10800, rue Lajeunesse,
Montréal, H3L 2E8 389-8468

La Société Lahaye, Ouellet & Reeves, Urbanistes et architectes

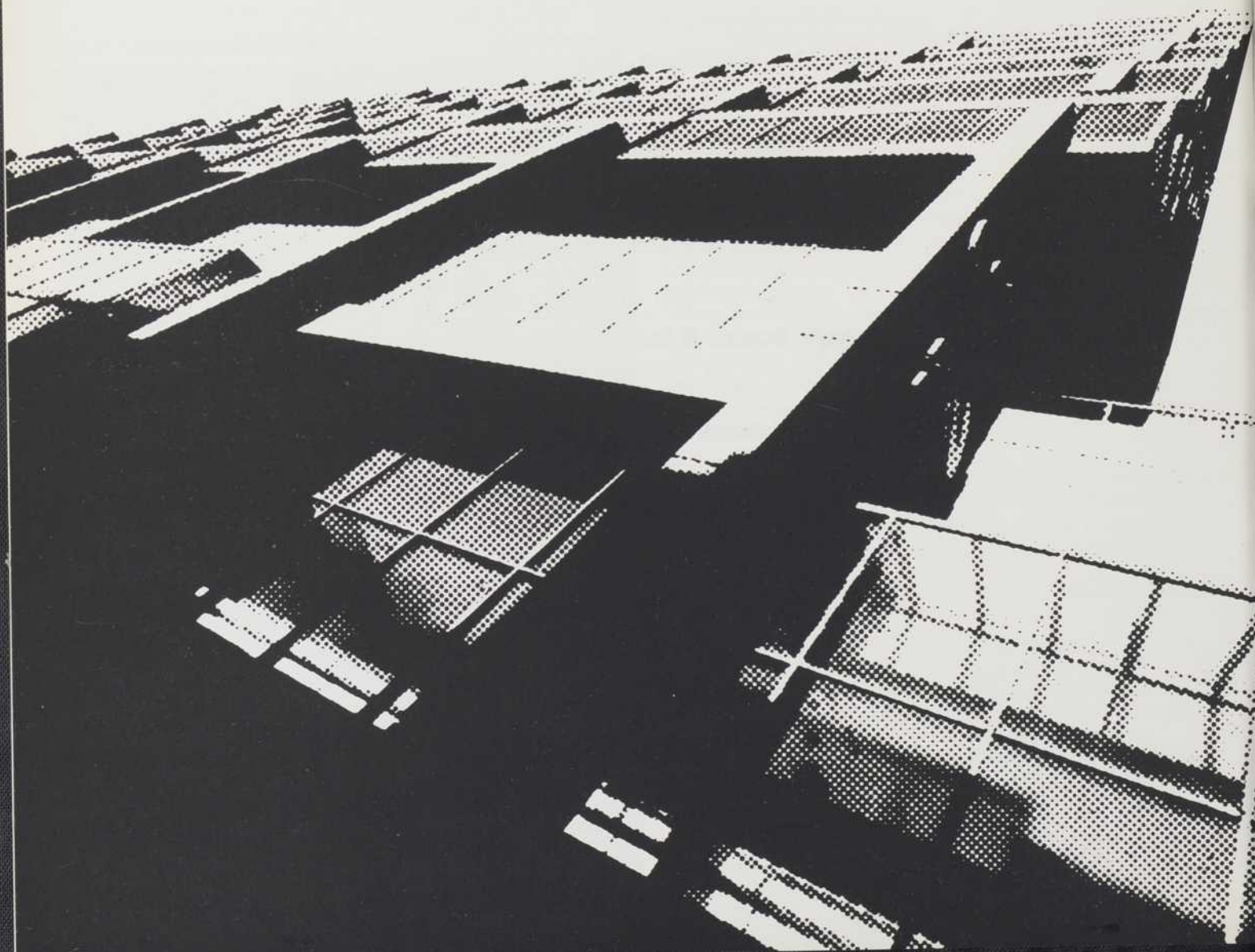
2500, Chemin Bates,
Montréal, H3S 1A6 731-9648

Poirier, Cardinal, Urbanistes et architectes

209, Boul. St-Joseph ouest,
Montréal, H2T 2P9 276-2617

ARQ

ARQ a besoin du soutien de tous et chacun
pour se développer tout en apportant à la profession
un moyen idéal de communication,
d'échange d'idées
et même de contestation.
Veillez communiquer avec
Architecture-Québec
1463, Préfontaine Mtl H1W 2N6
(514) 523-6832



Ar
et

L
rende
tectes
pas e
n'ava
y ava
d'aut
pas d
prom
naire
qui h
logist
"sém
mais
paren
des h
prim
étaien
les ph
numé
Il
d'un c
d'une
thème
il faut
cette
Mais
foule
de l'ar
d'ouv
C'est
intère
sonne
assist
consé



L'architecture et la société avaient pris rendez-vous au congrès de l'Ordre des Architectes du Québec. Un rendez-vous qui n'a pas eu lieu. Un rendez-vous où la société n'avait pas été réellement conviée. Bien sûr, il y avait quelques représentants du public et d'autres corporations professionnelles, mais pas d'ouvriers ni de constructeurs; pas de promoteurs, de designers, de hauts fonctionnaires, d'industriels ni de "vrai monde" qui habite nos espaces; pas d'avocats, d'écologistes ni de psychologues. Un cinéaste "sémiologue", un sociologue, un ingénieur, mais pas de "vrais" clients, pas même de parents et amis et même pas quelques-uns des habitants et usagers des bâtiments primés par l'OAQ. (Ces habitants d'ailleurs étaient tout aussi absents du congrès que sur les photos de ces bâtiments présentées dans le numéro précédent d'ARQ.)

Il est bien certain qu'en général le but d'un congrès est de réunir les seuls membres d'une association ou d'un ordre. Mais, si le thème du congrès implique un interlocuteur, il faudrait bien qu'il y soit et plus encore si cette réunion s'identifie à une interrogation. Mais le congrès de l'OAQ, lui, a eu lieu. Une foule de 111 inscrits s'est massée aux portes de l'amphithéâtre Alfred-Laliberté à l'heure d'ouverture de cette réunion annuelle. C'est-à-dire à peine 6.6 p.c. des principaux intéressés. Quand on sait qu'environ 600 personnes de toutes formations et provenances assistent chaque mardi, pendant 10 semaines consécutives, à la série des conférences Alcan

à l'université McGill, on ne peut que s'étonner de la participation au congrès 81. Si on clame que ces assises ne mènent à rien et sont toujours vides de sens, il faut bien se dire qu'une centaine de participants ne peuvent à eux seuls jouer tous les rôles et conjurer tous les sorts.

Nous persistons à vouloir maintenir une image d'espoir, comme une oasis stylisée dans un désert, une image faite de beaucoup de préoccupations stylistiques et techniques — Rietveld m'en voudra peut-être ! Une image qui ne correspond plus aux réalités sociopolitiques qui ont modifié notre rôle, ni aux nécessités sociales auxquelles nous devons répondre. En cela, les propos de Phyllis Lambert au moment de recevoir la médaille du Mérite 81, sont pertinents:

"En mettant l'être humain et sa vie communautaire au centre de la vision architecturale, beaucoup des préoccupations des architectes à l'heure actuelle seront mises... à la poubelle !"

De cette manière, elle nous a également rappelé l'importance de la recherche que nous devons entreprendre et du débat public que nous devons entretenir. Une bien seule réponse dans tout cet espace de temps où nous avons raté l'occasion de poser de véritables interrogations à notre interlocuteur, la société.

Son absence a été une réalité et notre image demeure un mirage.

81 architectes au congrès 81

Une occasion d'échanger des idées ?

Reportage d'Odile Hénault

L'image de l'architecte, la qualité architecturale, l'architecte en évolution, autant de thèmes trop généraux qui offraient de prime abord peu d'intérêt aux inscrits du congrès 81 de l'Ordre des Architectes du Québec, à l'UQAM, en mai dernier. Par contre, le choix des panélistes présentait une variété qui laissait présager des discussions animées. Par malheur, seul le deuxième atelier a été, selon moi, relativement réussi grâce à trois exposés bien préparés et à des interventions venues des personnes présentes dans la salle.

Le premier atelier, tout en s'attaquant à son sujet, a manqué de cohésion et demeura, somme toute, peu instructif, peut-être à cause même de son sujet. Le troisième atelier est passé totalement à côté de la question ou l'a abordé de façon si obscure que peu d'entre nous ont pu faire le lien entre le discours tenu et "l'architecte en évolution".

Qu'avons-nous retiré du congrès 81 ? Malheureusement, pas grand-chose à part les échanges qui se sont faits à l'extérieur des ateliers. Plusieurs participants sont repartis frustrés de n'avoir rien appris ou de s'être carrément ennuyés dans certains cas. Le congrès annuel de l'OAQ devrait-il être l'occasion d'un apprentissage sur le plan technique ou favoriser une communication sur des questions d'ordre social ou esthétique ?

Quoi qu'il en soit, tout le monde y gagnerait si on arrivait à animer une manifestation de ce genre par des activités autres que la projection d'un film comme **Ratopolis** qui, malgré son intérêt évident pour certains spectateurs, n'est pas un modèle d'inspiration dans le cadre d'un congrès d'architectes. Par ailleurs, on peut se demander pourquoi la visite organisée au parc Milton n'a intéressé que huit ou neuf participants. Si l'on compare ce congrès 81 aux activités offertes dans le cadre de "Performance", tenue à l'UQAM à l'automne 80 à l'intention du monde des arts visuels, il ne nous reste plus qu'à conseiller aux organisa-

teurs du prochain congrès de regarder un peu autour d'eux avant de répéter un autre exercice aussi futile.

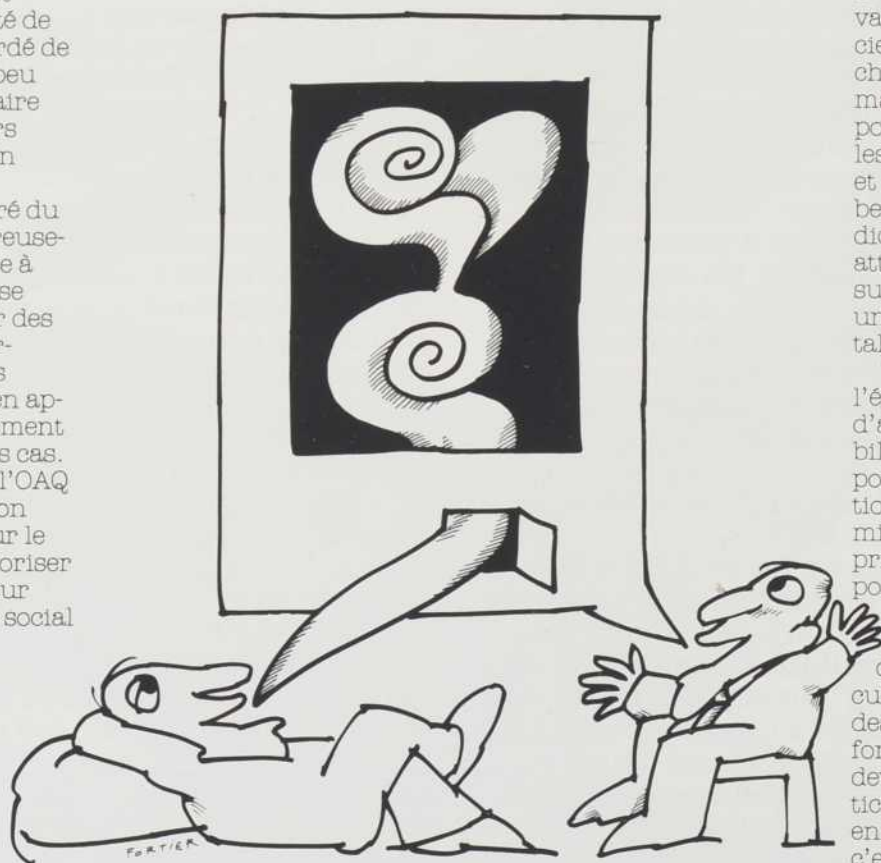
L'aspect le plus positif de ce congrès a peut-être été, malgré tout, son côté technique. En effet, tout a semblé se dérouler comme un charme: enregistrement sonore adéquat, bon fonctionnement des micros, bonne exposition de livres, alcool en quantité et nourriture fort agréable. Pour ce qui est du banquet, une idée géniale: des cors qui sonnaient de façon remarquable dans l'agora de l'UQAM. La remise des prix, que célébraient les cors, s'est faite de façon informelle devant malheureusement seulement cent cinquante convives.

Une conférence "attentive"

Une conférence-surprise par le nouveau ministre des Travaux Publics et Approuvisionnements du Gouvernement du Québec, Monsieur Alain Marcoux.

"Au Québec, de 1960 à 1975, nous avons vécu dans ce qu'on peut appeler une société technologique, c'est-à-dire une société où le technocrate, l'expert, était à la fois celui qui déterminait les objectifs de notre société et les moyens pour atteindre ces objectifs. C'est lui qui avait raison: le technocrate, l'expert, le compétent. Mais nous sommes en train de passer — et il va falloir accélérer ce mouvement — à une société de participation. C'est une société où l'expert va avoir sa place, le technicien va avoir sa place, l'architecte va avoir sa place, mais une société où la population va déterminer les objectifs, ses besoins et les priorités parmi ses besoins et où l'expert va indiquer par quels moyens atteindre ces objectifs. Je suis convaincu que c'est une distinction fondamentale.

"Dans tout ceci, le rôle de l' élu est essentiellement d'assumer la responsabilité de faire participer la population à la détermination des choix, à la détermination des objectifs, des priorités que notre société pourra poursuivre dans tel ou tel secteur. De plus en plus, le rôle des élus est de s'occuper des choix de culture, des choix sociaux, des choix économiques fondamentaux et, ceci, ils devront le faire avec la participation de la population en impliquant les citoyens, c'est-à-dire en travaillant à ce que les citoyens expriment leurs besoins, dégagent des priorités. Le temps des édits est fini: les édits de l'homme politique et les édits de l'expert".



Un rapport "attendu"

Les recommandations du rapport "Architecture et Société" présentées par le président sortant de l'Ordre des Architectes du Québec, Monsieur Patrick Blouin. En voici l'essentiel:

- "Nous recommandons la préparation d'une charte des droits de l'environnement."

"L'architecture est une expression de la culture. La création architecturale, la qualité des constructions, leur insertion harmonieuse dans le milieu environnant, le respect des paysages naturels ou urbains ainsi que du patrimoine sont d'intérêt public. Les autorités habilitées à délivrer les permis de construction ainsi que les autorisations de lotir s'assurent durant le cours de l'instruction des demandes du respect de cet intérêt."

"Loin d'être prétentieuse et inutile, la référence à l'intérêt public est le fondement nécessaire de toute tentative destinée à mettre fin à une absence d'architecture qui découle à la fois d'un manque d'exigence du public insuffisamment informé et de son impossibilité à participer utilement à l'élaboration de son cadre de vie."

"Cette charte devrait prévoir la création de conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement qui auraient pour mission de développer l'information, la sensibilité et l'esprit de participation du public dans le domaine de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement."

- "Nous recommandons la création d'une mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques."

- "Nous recommandons la création, dès que possible, d'une direction de l'architecture et la nomination d'au moins un sous-ministre adjoint architecte."

- "Nous recommandons que l'État repense intégralement ses critères de sélection pour les projets d'architecture et des autres disciplines de l'aménagement. À cet effet, nous proposons l'utilisation des critères suivants par ordre d'importance:

- 1) la qualité de l'architecture,
- 2) la compétence,
- 3) l'objectivité,
- 4) la clarté,
- 5) la pondération.

- "Nous recommandons que l'État associe l'Ordre ainsi que les autres corporations professionnelles à l'application des mécanismes de sélection de ses membres."

- "Nous recommandons la rationalisation de la réglementation complexe, confuse et coûteuse au Québec."

- "Nous recommandons que les organismes gouvernementaux consultent systématiquement l'OAQ pour les procédures, les décisions contractuelles et les normes affectant la pratique et le champ d'exercice de l'architecture. L'OAQ doit être considéré par les politiciens et les responsables des pouvoirs publics comme un interlocuteur privilégié et indispensable sur toute question relevant de l'architecture et du cadre de vie. Il faut décloisonner l'architecte à l'instar de l'ingénieur qui profite d'un décloisonnement massif dans la fonction publique."

- "Nous proposons que soit développé au Québec un syndicalisme du cadre de vie, faisant valoir le droit du citoyen à la qualité de son cadre de vie."

Des ateliers

Des citations

Guy Legault, directeur du Service de la Restauration et de la conservation du patrimoine résidentiel, Ville de Montréal.

Atelier sur l'image de l'architecte.

"L'architecture est-elle demeurée un métier d'esthète en marge du développement moderne de la technologie et des défis nouveaux auxquels le monde contemporain doit faire face ?

"Les architectes semblent parfois être non conventionnels dans les images qu'ils proposent et autant ils sont conventionnels dans les marchés qu'ils couvrent. L'ouverture des marchés, la pénétration de la discipline de l'architecture dans le monde contemporain me semblent manquer de dynamisme, d'audace, d'imagination."

Jean-Claude Marsan, urbanologue

Atelier sur la qualité architecturale.

"Si on analyse l'évolution de l'architecture à Montréal, on constate que plus on va vers l'architecture moderne, plus il y a négation de l'espace public; plus il y a négation du climat, plus le langage architectural s'appauvrit; plus il y a négation de la couleur, moins il y a de symboles et moins il y a de respect de l'échelle humaine."

"L'architecture moderne n'est pas enracinée dans les moeurs ni dans la société et la culture montréalaises. Elle est devenue une abstraction."

Bernard Lamarre,

président de Lavalin Inc.

Atelier sur l'image de l'architecte.

"Au Québec et ailleurs au Canada, dans les travaux qui s'en viennent, nous allons manquer d'ingénieurs. Mais ce ne sont pas nécessairement des ingénieurs qu'on devrait recruter. À l'heure actuelle, on les recrute un peu partout aux États-Unis et en Europe. Cependant, il y aurait sûrement aussi de la place pour des architectes. Si on voulait bifurquer un tout petit peu vers la gestion de projets, il y aurait énormément de place pour des architectes québécois."

Alain Duhamel,

journaliste, Le Devoir.

Atelier sur la qualité architecturale.

"Il y a architecture quand sont réunies satisfaction et émotion de l'habitant. De l'habitant dans le sens de celui qui habite, de celui qui vit dans un environnement bâti. Je ne suis pas un usager des constructions. Je n'en suis jamais un. Je suis un habitant d'un environnement bâti. Ce n'est pas une fonction mais un état."

"Il y a trop de distance entre l'habitant et son environnement bâti pour qu'il puisse conclure à la satisfaction et en tirer une émotion. Il y a une telle inadéquation entre le bâti et l'habitant qu'il me paraît difficile — si les choses n'évoluent pas dans une autre direction — d'aspirer à une architecture de qualité, à une architecture de l'habitant."



Janos Baracs ingénieur,
U. de M.

Atelier sur la qualité architecturale.

L'architecture est peut-être le seul métier où il semble que certaines aptitudes aient diminué plutôt qu'augmenté avec le temps. Pour avoir l'habileté de traiter l'espace comme une ressource précieuse, il faut avoir trois aptitudes: la connaissance des géométries, la perception spatiale et la créativité. Ces aptitudes semblent s'être perdues depuis une centaine d'années."

Rita Dionne-Marsolais,
vice-présidente, Développement de l'Entreprise
Société Générale de
Financement du Québec.

Atelier sur l'image de l'architecte.

"Il existe un besoin de clarifier le rôle de l'architecture et d'exprimer son importance dans le cadre de vie. Il faut populariser l'accès à l'architecture et démystifier l'image de l'architecte comme un service de luxe."

Gilles Thérien, sémiologue
et cinéaste, UQAM

Atelier sur l'architecte en évolution.

"Ce que je souhaite aborder comme discussion, c'est dans quelle mesure il est possible de faire entrer des paramètres tels que le stress, l'agressivité, la territorialité, la dominance dans la construction du bâti et dans quelle mesure le savoir-faire devrait être ouvert à ce genre de préoccupation."

Jean Ouellet, directeur de
l'École d'Architecture,
U. de M.

Atelier sur l'architecte en évolution.

"Tout en assurant une compréhension fondamentale de l'acte architectural, la formation de base ou générale de l'architecte doit permettre une polyvalence d'application aux diverses formes de pratique. L'architecte lui-même a une mission à remplir selon son choix. Mais l'architecture ne se limite pas à une simple équation des besoins du milieu. C'est aussi un art. Dans la mesure où elle atteint le niveau de l'oeuvre d'art, l'architecture a des antennes vers l'avenir."

Jean-Louis Robillard,
architecte, UQAM.

Atelier sur l'architecte en évolution.

"Il n'y a que depuis quelques années qu'on utilise la notion de vécu spatial. C'est la somme de toutes les expériences corporelles dans l'espace que la mémoire a enregistrées depuis la naissance. Une expérience corporelle globale qui constitue en fait un 'nouveau' sens de l'homme ou plutôt son sens tactile 'étendu à son corps tout entier'. Une mémoire qui doit devenir une banque de données importantes dans la création de nouveaux espaces. On ne peut connaître ni faire d'espace sans comprendre ce que cette expérience spatiale veut dire. C'est dans cette direction que nous devrions évoluer."

Phyllis Lambert —

Une pensée architecturale.

Extraits de l'allocution prononcée par Phyllis Lambert, récipiendaire de la médaille du Mérite 81, lors du congrès de l'OAQ.

L'Ordre des Architectes du Québec met l'emphase sur le concept de l'architecte auprès de la collectivité en m'offrant cette médaille du Mérite 81 et c'est dans cette optique que je l'accepte avec le plus grand plaisir. Avec cette emphase, l'OAQ reconnaît que, pour l'être humain, les bâtiments sont des éléments regroupés qui décrivent le contexte de la vie quotidienne communale, la vie des quartiers. Cette vie est à la base de toute communauté humaine et répond aux besoins d'être en société, d'être responsable les uns des autres, d'avoir des relations sociales, de pouvoir agir en commun pour modeler une qualité urbaine, fruit du consensus de gens désireux de la sauvegarder et de l'améliorer.

C'est donc cet élément fondamental du tissu urbain, le quartier et ses habitants, qui doit être la structure de base de toute action, de toute intervention, de toute pensée architecturale.

Bien construire veut dire comprendre à fond la logique des matériaux de construction, des éléments structuraux et environnementaux. Bien construire implique une approche sensible soignée, respectueuse des êtres humains. Bien construire veut aussi dire comprendre le langage de l'art

architectural: sa syntaxe, sa grammaire, son vocabulaire.

Comme dans toute chose, nous devons nous tourner vers l'éducation. C'est l'école qui doit nous fournir des outils: la syntaxe, la grammaire, le vocabulaire du bâtiment et de l'environnement bâti. Cette éducation doit commencer à l'école primaire, l'école secondaire, pour se continuer à l'école d'architecture. Il faut que nous nous occupions aussi de la recherche. La recherche en architecture, dans le cadre de l'environnement bâti, est essentielle afin d'établir des programmes d'éducation, des modalités d'action. Les programmes de recherche doivent porter sur les changements de la vie communale du point de vue historique, les liens entre le gouvernement et le privé, les droits et obligations de la propriété, les liens entre l'art du contexte urbain et l'art de l'architecture. Il faut étudier ces questions dans le temps et dans l'espace en commençant chez nous. Nous travaillons trop en secret. Le débat doit être ouvert, public, mais il doit aussi être concentré.

Note:

Le résumé du conférencier Aldei Darveau, sociologue à l'emploi de la Compagnie Pétrolière Impériale limitée, sera repris sous la forme d'un article lors d'un prochain numéro.

De la crédibilité des architectes.

par Alain Duhamel

Quelques tours d'habitation à construire sur une île de la Rivière des Prairies auront, affirme-t-on, un charme campagnard respectueux de la nature. D'autres tours d'habitation à ériger sur le périmètre d'un lieu historique ont, paraît-il, un tel éclat architectural qu'elles se présentent comme une forteresse entourée de verdure. Tel autre bâtiment administratif couvert d'un verre réfléchissant a, croit-on parmi les architectes d'ici, réussi son intégration dans un site verdoyant.

Et quoi encore ? Combien de temps les architectes d'ici souscriront-ils encore à un discours qui n'est que supercherie ?

Il n'est pas nécessaire ni même utile d'être architecte pour se rendre compte qu'un bâtiment, si bien conçu et construit soit-il, ne s'intégrera jamais à la forêt urbaine à laquelle il se substitue. Apparemment, il faut être architecte pour prétendre le contraire... ou pour conserver un silence complice.

Chaque dévoilement de maquette apporte avec lui un cortège de prétentions trompeuses reprises en chœur par les promoteurs et les spéculateurs. Nul n'est dupe de ces bruits sauf ceux qui les cautionnent. On en vient donc à un constat déplorable: les architectes d'ici dont la compétence ne fait généralement pas de doute, ne sont pas crédibles.

On attend d'eux qu'ils affirment notre identité mais ils ne font que perpétuer l'anonymat de notre environnement. On espère qu'ils soient sensibles mais il fait froid dans leurs bâtiments. On souhaite qu'ils prennent parti pour l'habitant mais ils demeurent désespérément conformes aux normes de la première bureaucratie venue.

Il serait injuste de faire porter sur les épaules des architectes tout le poids des reproches qu'on peut légitimement formuler à l'égard de notre environnement bâti. On peut, par ailleurs, les sommer de comparaître à la barre non pour entendre de plates excuses ou la déclinaison de clichés de circonstance, mais pour espérer que se développent entre eux et les habitants de nos villes une solidarité fondamentale, un parti pris résolu en faveur d'un cadre de vie de qualité.

Cela suppose que les ar-

chitectes ont une profonde connaissance de l'homme d'ici et qu'ils concourent collectivement à l'édification d'une société plus riche de son humanité que de ses biens. Cela suppose que les architectes d'ici ne font plus n'importe quoi, n'importe où, mais font tout, partout, pour que se réconcilient l'homme d'aujourd'hui et son environnement.

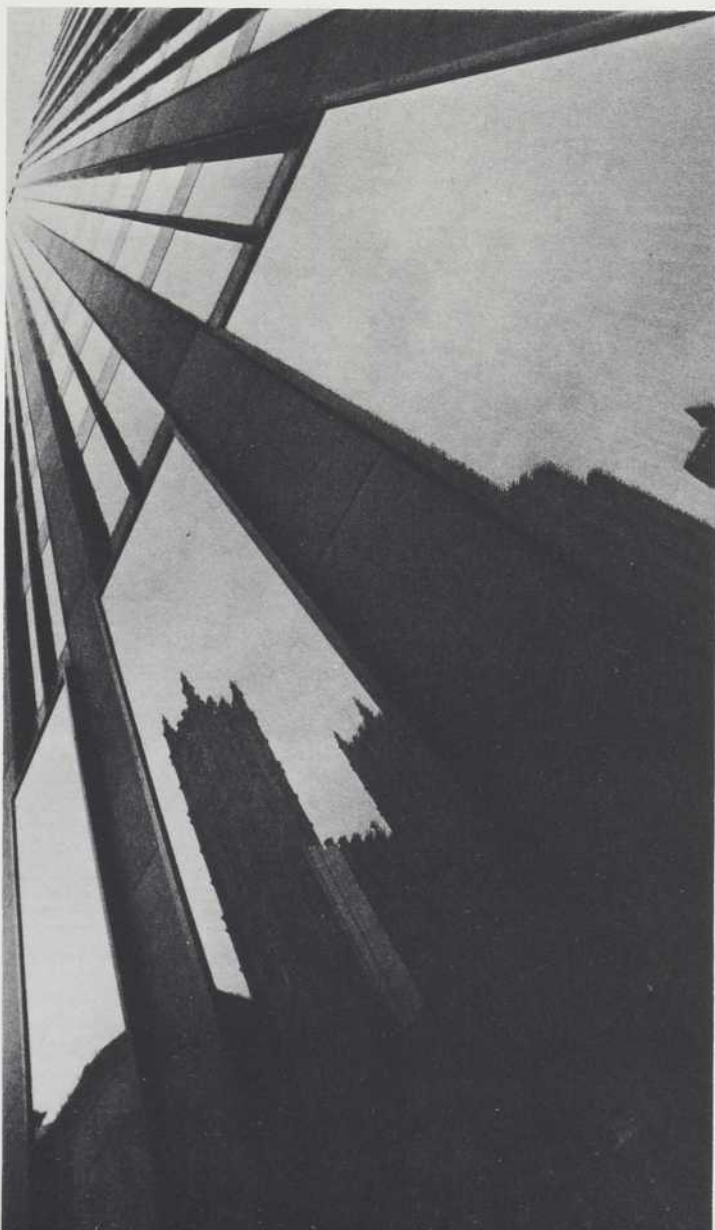
À ce jour, le discours de nos architectes ne les a pas conduits à une action solidaire non seulement entre eux-mêmes, mais surtout

avec l'habitant, au sens de celui qui habite, qui vit dans un environnement bâti. Aussi longtemps que la pratique architecturale s'en tiendra au bâti, elle s'écartera de l'habitant et n'atteindra pas la pertinence d'un environnement senti et ressenti.

Il ne semble pas, parmi les architectes, exister un consensus ni même une volonté d'articulation collective vers une préoccupation fondamentale à l'égard de la qualité du cadre de vie. L'Ordre des Architectes, constitué pour veiller à la protection de l'intérêt public, tient assez bien son rôle de protecteur du consommateur mais ne parvient pas à élever le débat et à rejoindre l'ensemble des architectes québécois et le public. Ses efforts, certes louables, tombent dans l'indifférence des premiers concernés.

La société ne reconnaîtra pas les architectes et le rôle essentiel qu'ils pourraient jouer dans la qualité de notre environnement bâti tant qu'ils n'adhéreront pas eux-mêmes à des aspirations sociales fondamentales non seulement exprimées dans un mémoire ou une charte, mais encore mieux articulés dans une pratique professionnelle élevée par sa qualité et son souci de l'habitat.

Tant et aussi longtemps qu'un promoteur immobilier, une administration municipale ou toute autre institution n'aura aucune peine à trouver un architecte pour cautionner n'importe quel projet, n'importe où, en contradiction avec ses propres idéaux pour un meilleur environnement bâti, il ne pourra aspirer à une influence réelle sur notre devenir. À défaut d'un discours crédible, il se condamne à une certaine marginalité.



UNE ARCHITECTURE SOCIALE

Une hypothèse

En voulant découvrir les véritables contacts établis par les architectes avec les divers milieux sociaux du Québec, m'était venue à l'idée l'hypothèse que certaines expériences marginales telles que les cliniques d'architecture ou d'aménagement, entreprises dans les universités, devaient avoir obtenu des résultats probants du point de vue des services offerts à la collectivité comme de celui de la qualité architecturale, et que ces expériences pourraient devenir peut-être autant de guides pour une pratique plus directement orientée vers les réalités de notre société.

Ces cliniques étaient demeurées pour moi des expériences pédagogiques universitaires, toutes encore fraîchement imbues des exhortations venant des activistes américains engagés dans l'"advocacy planning" et des évidences de renouveau qui avaient engendré le remous occidental de mai 68. Les résultats de ces expériences demeuraient obscurs ou cachés malgré l'importance de leur rôle social envers une population à laquelle peu d'architectes en pratique privée accordaient du temps et de l'attention.

Des quelques centaines de cliniques existant en Amérique du Nord à la fin des années 60 et au début des années 70, j'ai bien dû constater qu'il n'en restait que très peu et qu'une seule école d'architecture sur trois au Québec maintenait encore une activité officielle de "clinique d'architecture".

Perte de vitesse, mauvaise adéquation entre les objectifs et les résultats, ou simplement transformation et continuité d'une même action en d'autres structures répondant plus facilement aux impératifs économiques actuels ?

Il existe peut-être plusieurs réponses. En fait, mes premiers contacts avec les responsables de cliniques encore en "action" et avec quelques autres architectes instigateurs de démarches encore marginales m'ont vite amené à prendre conscience d'un phénomène québécois s'inscrivant en continuité directe avec le rôle des cliniques: les Groupes de ressources techniques, plus communément appelés **GRT**.



Regard sur les cliniques d'architecture et les Groupes de Ressources Techniques au Québec.

Une définition

Un groupe de ressources techniques est un groupe généralement multidisciplinaire dont la composition implique, mais pas nécessairement, des animateurs sociaux, des organisateurs communautaires, un ou plusieurs architectes et quelques autres intervenants, tous intéressés à atteindre le but suivant: aider les citoyens, surtout les plus démunis, à prendre en main leur environnement physique de vie, c'est-à-dire leurs habitations et — encore utopiquement — leur quartier, et leur permettre de les rendre tout d'abord salubres, ensuite sécuritaires et enfin économiquement viables. Ce dernier objectif, qui n'est pas un objectif architectural, demeure prioritaire. Le mode d'intervention des membres d'un tel groupe est double: 1) aider ces citoyens à se regrouper en coopératives capables d'assumer le fardeau financier d'un achat de propriété (avec l'aide d'un ou plusieurs paliers de gouverne-

ment), et 2) aider ces groupements coopératifs à entreprendre la mise en oeuvre de la rénovation de leur propriété avec les services des experts nécessaires dont le coût est encore ici défrayé par des subventions gouvernementales.

Le résultat d'une telle coopération entre citoyens et "professionnels" du bâtiment s'avère presque miraculeux à l'intérieur d'un système économique qui soutient et défend en réalité le professionnalisme des uns et l'"obligatoire" parasitisme des autres.

Une intention

L'existence des GRT est tout d'abord due à une certaine lucidité de quelques architectes et travailleurs sociaux qui ont ressenti la pressante nécessité de militer pour rétablir une certaine justice sociale, et elle est née également d'une urgence toute naturelle pour chaque "habitant" de conserver un territoire qui

est (surtout dans les villes importantes) ou bien reconquis par une couche plus aisée de la population qui revient à la ville, ou bien menacé de disparition sous le pic et le bélier mécanique des spéculateurs immobiliers tout comme des politiciens préoccupés de laisser leur "marque" par quelques grandes réalisations d'ampleur olympique.

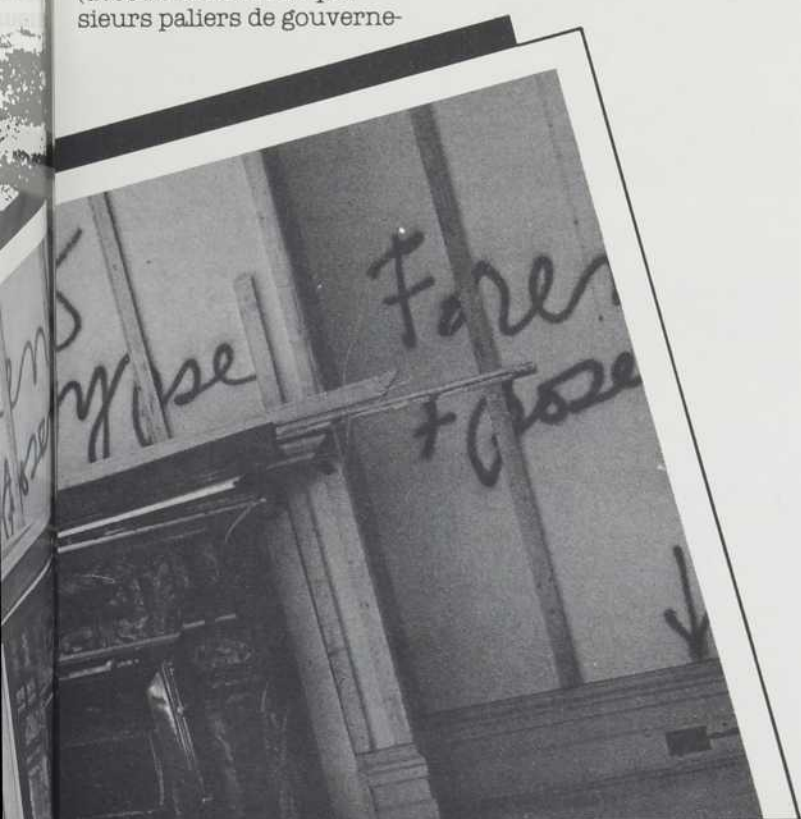
On ne peut pas affirmer que les GRT ont tous découlé d'une clinique universitaire d'architecture, mais il faut garder en perspective que c'est l'influence de quelques universitaires, en contradiction avec l'élitisme encore apparent de notre éducation architecturale, gagnés par l'évidence de l'injustice sociale affichée surtout dans la réalité physique du cadre de vie, qui a provoqué un même enthousiasme parmi leurs étudiants. De toute façon, le milieu "théorique et idéaliste" universitaire est à la base de cette initiative sociale.

Parallèlement, on peut aussi croire à l'influence des mêmes éléments universitaires qui ont réussi à convaincre la fonction publique et le Conseil du trésor d'institutionnaliser une telle fonction sociale grâce à d'anciens universitaires comme Serge Carreau ou Guy Desbarats à des postes-clé, respectivement la vice-présidence de la Société d'habitation du Québec et à la fonction de sous-ministre adjoint au ministère des Travaux publics à Ottawa (par le fait même, responsable de la Centrale d'hypothèques et le logement).

Les origines

Au milieu des années 60, Joe Baker et quelques voisins: avocats, urbanistes et architectes, ont entrepris de sensibiliser les citoyens de leur quartier afin de résister à un ambitieux projet qui modifierait complètement leur milieu urbain. C'était en somme un premier groupe de ressources techniques et d'animation qui accomplissait son travail par engagement social et par souci de maintenir la qualité du cadre de vie existant. Toutefois, leur implication était bénévole. Après trois ans, ils ont obligé la municipalité de Westmount à abandonner son projet original et l'ont plutôt convaincue d'entreprendre la vivification et la restauration de leur quartier.

Cette action a connu une suite heureuse avec la formation de l'Atelier de design communautaire (Community Design Workshop) en relation avec l'École d'architecture de l'université McGill. C'était, au Québec, la première clinique d'aménagement. Elle avait deux objectifs: **a)** offrir des services professionnels et techniques en architecture et planification urbaine aux groupes communautaires qui n'auraient pas pu ou su les défrayer, leur permettant ainsi de traduire les besoins communautaires dans les programmes et propositions de développement; **b)** permettre à des étudiants et des stagiaires d'acquérir une connaissance des problèmes réels et de comprendre les besoins des groupes défavorisés, d'avoir un aperçu du monde de la construction et, enfin, de se sensibiliser aux relations imposées par un rôle professionnel.



Les projets abordés par cet atelier au cours de son existence ont été multiples et se sont répartis dans plusieurs quartiers défavorisés de Montréal: Opération Saint-Antoine qui a permis de conserver un îlot important d'habitations en repensant certains accès à l'autoroute Ville-Marie, en plein Montréal; Griffintown qui est un effort de revitalisation de ce quartier abandonné ou presque: succès mitigé.

Ensuite, il y eut un projet qui a créé des précédents et qui a plus qu'attiré l'attention de la Centrale d'hypothèque et de logement et de la Société d'habitation du Québec: Loge-Peuple. En 1970, un groupe d'universitaires engagés a fondé un organisme à but non lucratif, l'Institut Parallèle. Le projet initial était une modeste étude sur la rénovation domiciliaire à Pointe Saint-Charles. Des conclusions de leur étude, la Centrale a proposé sa collaboration non pas sous forme d'une aide à la rénovation, mais elle a offert une somme d'un million de dollars en prêts hypothécaires pour l'achat de 97 habitations et leur remise en état. En tant que projet expérimental, tout ne fut pas rose. La hausse prévue des coûts de rénovation et les malentendus administratifs n'ont tout de même pas empêché l'expérience d'être concluante. Les logements pouvaient être achetés et rénovés pour la somme de 10 000\$ l'unité alors que toute nouvelle unité d'habitation de la Ville de Montréal en coûtait alors 25 000\$.

L'Atelier de design communautaire a dû prêter main-forte pour faire débiter le projet par suite de l'absence d'un budget de démarrage. Les membres de l'atelier ont alors joué un rôle très semblable à celui actuel des GRT.

En septembre 1971, l'Atelier de design communautaire a formé un groupe pour s'occuper en particulier d'un quartier voisin de l'université McGill et s'appelant "Milton Park". Depuis trois ans déjà, un comité de citoyens essayait de stopper un vaste projet im-

mobilier qui aurait modifié toute la composition du quartier.

Ils ont travaillé en étroite coopération avec le Comité de citoyens. Les longs délais qui ont marqué l'implantation du projet de développement original ainsi que quelques modifications financières ont permis de sauver environ 700 logements qui furent rachetés par la SCHL grâce aux pressions effectuées par Héritage-Montréal et l'architecte Phyllis Lambert. Aujourd'hui, le GRT Milton Park a déjà aidé à la formation d'un nombre impressionnant de coopératives et d'organismes à but non lucratif et a permis de compléter la rénovation de plusieurs unités de logement.

L'expérience de l'université McGill a sûrement hâté, autour des années 1974-75, la création d'une clinique d'aménagement à l'université de Montréal. La réforme des programmes d'enseignement en architecture en avait amorcé le processus. À la Faculté d'aménagement, il y avait déjà des professeurs qui consacraient beaucoup d'énergie à du travail bénévole auprès de groupes de citoyens et qui trouvaient dans cet outil un moyen de sensibiliser les étudiants à leurs préoccupations.

Dans les années 1967-68, Louis Pretty était de ceux-là. Il offrit bénévolement ses services à la Petite-Bourgogne en agissant comme personne-ressource ainsi qu'on le dit aujourd'hui. Avec la collaboration de collègues avocats et animateurs, il procurait l'aide professionnelle que la Société d'habitation du Québec offre aujourd'hui à ses bénéficiaires.

Louis Pretty ne manque pas d'ajouter: "Ensuite, mon action s'est étendue dans le Centre-sud, le quartier Saint-Édouard. Je me suis penché sur le problème du logement des vieillards qui ne pouvaient trouver place dans les centres d'accueil bondés. Nous avons fait une étude des véritables besoins et nos conclusions nous ont vite orientés vers des services à domicile dont les citoyens âgés avaient une



pressante nécessité:

- a) les services d'urgence;
- b) faire le marché pour eux en hiver;
- c) leur préparer un repas chaud une fois tous les deux jours environ.

"Ce qui leur permettait de rester à la maison. En fait, ce sont des problèmes sociaux plutôt qu'architecturaux.

"Ensuite, il y eut le projet Initiatives locales. J'ai été personnellement mêlé à celui qui s'appelait "Opération Grand Ménage". L'équipe était constituée de 25 chômeurs qui ont fait du grand ménage et des rénovations mineures dans quelque 1 000 logements.

"Le diocèse de Montréal avait été responsable de la mise sur pied du Conseil des oeuvres de Montréal qui, au début des années 70, est devenu le Conseil de développement social dont j'ai fait partie.

"L'Opération Grand Ménage nous avait donné l'occasion de voir l'état des logements et de prévoir l'imminence et la nécessité de travaux de rénovation.

"Malgré toutes les pressions, ces travaux ne pouvaient être exécutés tant que les gens demeuraient locataires. Rien ne leur garantissait une continuité et une sécurité de logement. En outre, dès que quelques travaux de rénovation et de nettoyage étaient effectués, les habitants voyaient le prix de leur loyer augmenter.

"Les groupes de citoyens étaient formés autant pour affronter les problèmes d'éducation (comités de parents) que pour essayer de faire face à leurs problèmes d'habitation, c'est-à-dire essayer de soutirer les logements des mains des spéculateurs, obtenir la sécurité de logement et le contrôle des loyers. Il fallait qu'il y ait des actions collectives."

Dans le réseau académique et professionnel de la Faculté d'aménagement de l'université de Montréal, on retrouve les responsables de quatre principaux groupes:

- le Conseil de développement pour le logement communautaire (CDLC),

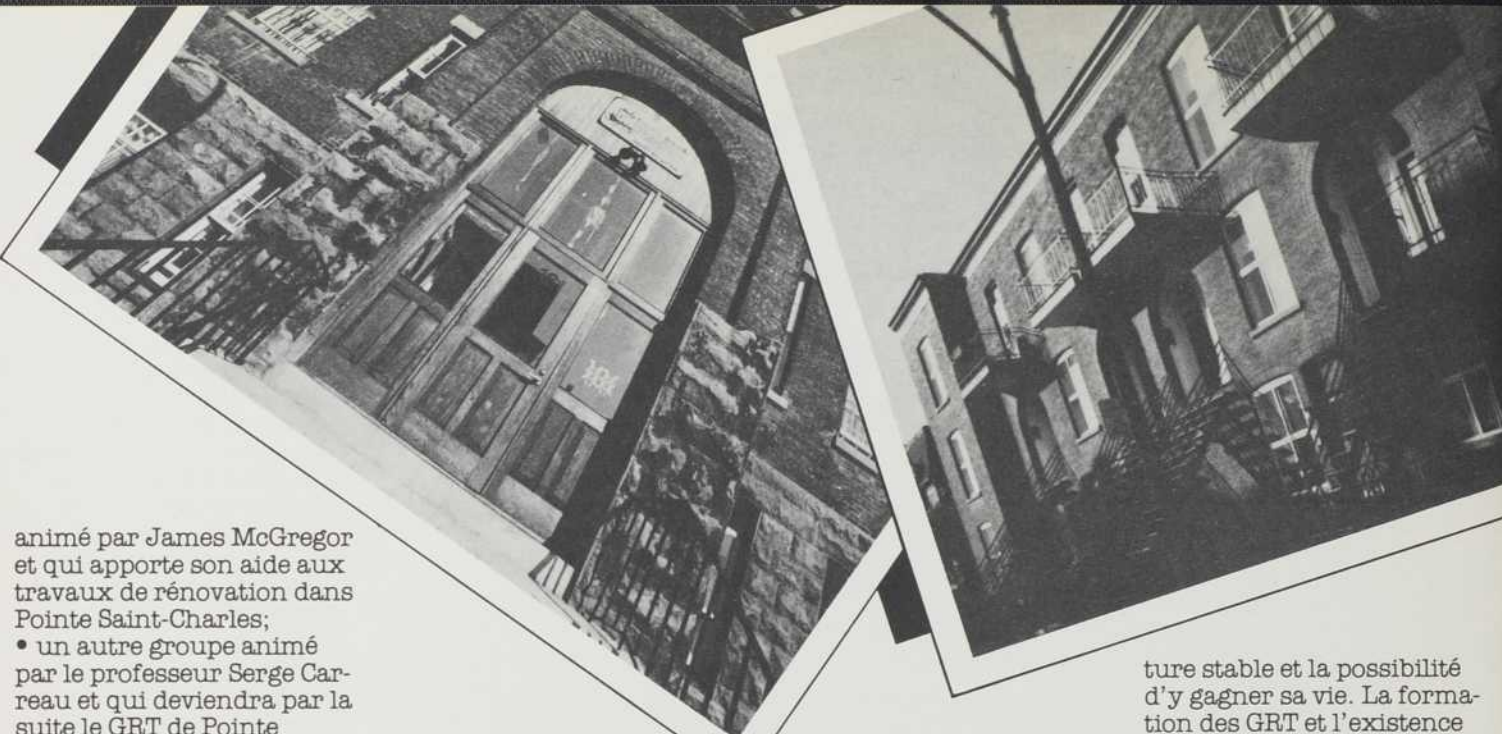
(suite p. 14)

Construire un voisinage

Les projets illustrés dans cet article sont presque tous cités dans le texte. Chaque illustration est en soi descriptive mais leur relation à l'ensemble du texte devrait être entrevue de la façon suivante: les résultats architecturaux des cliniques d'architecture et des groupes de ressources techniques peuvent difficilement se mesurer avec ceux de la pratique architecturale courante parce que cela impliquerait la "manifestation de leur intérêt pour les préoccupations formelles et stylistiques, ce qu'ils refusent de faire, et parce que l'impact social de ces projets est plus grand que leur impact architectural et que l'illustration d'un tel phénomène se décrit plutôt qu'elle ne se photographie.

Il faut retenir la leçon d'humilité découlant de cette oeuvre qui devient anonyme parce que faite avec le concours de tout le monde. Une oeuvre destinée à modifier plus en profondeur le climat social qui l'a engendrée et à redonner priorité au quartier et à une réelle vie urbaine communautaire. Une oeuvre imbue du respect du patrimoine mais aussi une oeuvre "réaliste", réalisable et pour laquelle on doit redoubler d'ingéniosité pour qu'elle voit le jour. Une oeuvre où l'architecte travaille au niveau de tout un quartier qu'il lui faut connaître à fond en s'y installant presque continuellement et en voyant ses "clients" comme un groupe, une entité sociale puisqu'ils sont nombreux et participent tous à l'élaboration de leur milieu physique. Ils ne sont plus ce client pour lequel on construit une résidence sans jamais rencontrer les futurs voisins. L'architecte apprend ici à construire un **voisinage**.





animé par James McGregor et qui apporte son aide aux travaux de rénovation dans Pointe Saint-Charles;

- un autre groupe animé par le professeur Serge Carreau et qui deviendra par la suite le GRT de Pointe Saint-Charles;

- le groupe précédent, une fois transformé, faisait surtout du travail bénévole et comprenait, entre autres, un animateur social, un organisateur communautaire, une travailleuse sociale, un entrepreneur en construction et moi-même. Nous avons formé le conseil d'administration de ce groupe qui, le premier, s'est appelé le Groupe des ressources techniques en habitation de Montréal (GRTHM).

L'obtention d'une subvention d'été pour engager des étudiants a permis la production d'un premier document intitulé *Le logement, c'est votre affaire*, en 1976, petit guide pour l'achat et la rénovation d'anciens logements. Aujourd'hui, il est encore publié et distribué gratuitement par la SHQ.

Depuis 1974, le travail des animateurs et des professionnels impliqués à trouver des solutions à ces problèmes urgents, s'est articulé autour de la notion achat/rénovation pour permettre aux groupes populaires de devenir enfin propriétaires et d'effectuer leurs propres rénovations, pour pouvoir les aider à retrouver une certaine assurance et leur procurer l'aide technique et organisationnelle qu'exigeaient des négociations à trois paliers de gouvernement à la fois. Le premier travail à faire était de leur apprendre à

travailler en groupe. Il est encore curieux que nous ayons pu développer cette entité (GRT) dans un contexte où les gouvernements, en particulier le municipal, avaient fait de l'habitation un sujet presque tabou, intouchable. On avait préféré du pain et des jeux !

- enfin, il y avait la Clinique d'aménagement de l'université de Montréal qui s'employait, surtout à ses débuts, à effectuer des recherches et des études plutôt qu'à faire des rénovations.

Peut-on dire que la Clinique d'aménagement n'a pas mobilisé beaucoup d'étudiants ? C'est malheureusement vrai. Les étudiants fondateurs ont vu leur nombre doubler mais, au bout de deux ans, ils se sont retrouvés à cinq pour fonder avec l'aide de Louis Pretty, Serge Carreau et Paul Masse, le Service d'aménagement populaire de Montréal, un GRT très actif dans le quartier Saint-Henri. Ils se sont impliqués dans la Coopérative de la Côte-de-la-Visitation, la coopérative de la rue Gordon et la Coop du parc Saint-Henri, ainsi qu'au "Balconville" de Verdun où ils ont pu rénover 11 logements au coût total de 62 000\$ et maintenir à 127\$ par mois le loyer pour deux chambres à coucher. Ce sont des chiffres éloquentes.

Le Service d'aménagement populaire de Montréal a aussi travaillé à quelques projets de recherches sur la restauration et a préparé un diaporama sur le logement ouvrier à Montréal qui, après avoir servi à sensibiliser les gens du quartier, sert maintenant à des fins pédagogiques collégiales et universitaires.

L'exemple de ce groupe permet de comprendre la transformation d'une clinique en un groupe de ressources techniques. Une clinique ne peut garder ses étudiants participants plus d'une année par suite des conditions académiques exigées dans les autres secteurs de son éducation architecturale. Cette situation entre en conflit avec la réalité imposée en général par les impératifs bureaucratiques, les délais de construction et le temps requis à l'animation et la consultation communautaires.

La permanence de l'action

Cet engagement social doit être complet. Une telle échelle de projet, impliquant l'obtention de financement gouvernemental, est définitivement peu à la portée de la formule pédagogique de la clinique d'architecture. Plus le groupe peut assurer la permanence de son action, plus il a besoin d'une struc-

ture stable et la possibilité d'y gagner sa vie. La formation des GRT et l'existence d'une subvention annuelle de 50 000\$ à chacun de ces groupes permettent actuellement à plus de 150 personnes d'avoir un emploi qui corresponde à leur idéal. Malgré un budget susceptible d'être augmenté par quelques autres subventions ou fonds de démarrage et comme, en général, un GRT comprend en moyenne quatre personnes, vous comprendrez qu'en soustrayant les dépenses d'opération même minimes, cette implication sociale est encore loin d'être lucrative ou comparable aux tarifs de l'OAQ.

Toujours selon Louis Pretty: "Les cliniques d'architecture ont souvent commis l'erreur de faire miroiter des choses impossibles en élaborant de beaux projets dans des quartiers défavorisés, de beaux plans de rénovation pour montrer aux gens ce qu'on pouvait faire. À mon avis, ce n'était pas honnête.

"C'est à partir des comités de citoyens que les vrais problèmes étaient posés, comme celui des rats et de la vermine. Ces priorités n'ont jamais été dictées par les architectes eux-mêmes. L'exemple de la Petite-Bourgogne nous a démontré qu'au début, les habitants du quartier demandaient de réparer (réparer était un trop grand mot) leurs logements. On a plutôt confié la tâche aux architectes et on a fait plus



de tort que de bien à l'ensemble de ce quartier". L'appellation utilisée par les autorités: l'îlot Saint-Martin, est devenue une réalité flottant dans une mer de terrains vacants, un quartier résigné et contenu à l'intérieur de quelques blocs urbains.

"Le problème de la pauvreté ne peut être abordé que si on aborde et on traite en même temps ses quatre facettes: l'emploi, la santé, l'éducation et l'habitation. Si le GRT a permis d'offrir un service de qualité, c'est parce qu'il fait aussi de l'animation et de l'organisation communautaires, devenant ainsi très accessible à la population".

"Les GRT demeurent aujourd'hui une forme de militantisme avec des salaires pour plusieurs personnes tirés à même une subvention dont le montant n'a pas encore été officiellement majoré depuis l'existence du programme Logis-Pop, avec beaucoup de travail le soir et surtout un travail difficile parce que la défense des défavorisés rencontre encore beaucoup de réticences de la part des gens qui ne connaissent pas vraiment l'urgence de la situation. Aujourd'hui même, il faut toujours mener des batailles administratives de ce type."

D'une action à une autre

À Québec, il existe également une clinique d'architecture où les professeurs Raymond Lévesque et Benoît Bernier, de la Faculté d'architecture de l'université Laval, ont organisé des ateliers pour

permettre aux étudiants de travailler avec des groupes populaires.

Au même moment où Joe Baker fondait la clinique de McGill, Raymond Lévesque commençait à travailler à Québec avec le curé Lavoie et un comité de citoyens de la paroisse Saint-Roch. La Clinique d'architecture de l'université Laval, avec le soutien des projets Perspective-Jeunesse, a donc pu assurer un service plus permanent en installant l'atelier de travail dans le quartier même où les problèmes devaient être examinés. Joe Baker est ensuite devenu directeur de l'École d'architecture de Laval et a poursuivi ce qui avait été déjà commencé.

Son enthousiasme s'est communiqué à presque toute la Faculté. La population de Québec a pu le constater lors d'une exposition organisée au musée du Québec en juin 1976 et intitulée: *L'architecture avec un petit "a"*. Je cite une partie du texte d'introduction à cette exposition:

"Ici, vous ne trouverez ni projets spectaculaires ni concepts de magnitude olympique. Parer au délabrement d'un îlot de logis anciens, remettre en état des arrière-cours insalubres, voilà qui ressemble peu à l'image traditionnelle qu'on se fait de l'Architecture. Pour nous, cependant, des milliers de gestes semblables à travers nos villes vaudraient mieux que les prouesses monumentales, isolées et aberrantes qu'on commet au

nom de l'Architecture.

L'insertion dans un quartier de logements nouveaux en harmonie avec les bâtiments existants, la reconstruction d'un vieux hôtel incendié qui devient havre de sécurité et d'amitié pour les vieillards et les gens seuls, la récupération d'un parc de stationnement, la priorité accordée aux enfants... oui, c'est cela, pour nous, l'Architecture."

Au début des années 70, l'aide gouvernementale accordée aux étudiants à l'intérieur du programme Perspective-Jeunesse, a permis d'établir la permanence de la Clinique d'architecture de Laval, laquelle s'est attaquée à préparer les plans de développement du quartier Saint-Roch. Le comité de citoyens était devenu le client comme il l'avait été dans un projet précédent. Le travail se faisait dans les arrière-cours et par des "réunions de cuisine". Les étudiants ont présenté leurs projets et maquettes au comité et aux habitants du quartier.

Les plus importants obstacles à leur action ont été posés par le recteur de l'université Laval qui se prononça publiquement en disant que ce type d'action correspondait plus à "guérir des petits bobos plutôt que de soigner les grands maux". Le maire de Québec se joignit au recteur pour opposer son équipe de spécialistes à ce professeur farfelu et à ses étudiants de "gauche".

La parution du rapport ESOP sur le développement urbain de la ville de Québec est devenu leur "bible" et les membres de la clinique ont pris une charte d'incorporation sous le nom de Clinique d'architecture de l'aire 10, à but non lucratif et à laquelle a participé le comité des citoyens. En 1978, elle est devenue la Coopérative d'habitation Centre-ville.

Encore là, il s'agit d'une solution évidente vers une structure mieux adaptée aux possibilités d'aider les groupes populaires à transformer leurs besoins en demandes économiques. En fait, c'est la tâche la plus difficile que doivent accomplir les membres d'un GRT. Quand Joe Baker parle des cliniques d'architecture, il dit:

"Une des premières attitudes, un des principaux objectifs et un des premiers pas du processus de travail, c'était de fournir des options. Institutionnaliser le débat sur tout projet. Trouver une façon, avec la compétence des professeurs, pour que les autorités (gouvernementales) acceptent le dialogue avec le public et puissent considérer les objections apportées par d'autres experts. Pieter Sijpkens, un des premiers étudiants à travailler avec Joe Baker, se retrouve aujourd'hui l'un des professeurs responsables de la Clinique d'architecture de McGill, Arcaïde. Son action persévérante nous rassure sur l'enthousiasme qu'il continue de manifester, mais il demeure critique quant à l'expérience de la clinique telle qu'il l'a vécue au début des années 70.

"Un des problèmes des cliniques d'architecture est que la relation "gratifiante" ou "profitable" du client avec l'architecte n'était jamais clairement définie. Aujourd'hui, les jeunes se trouvent bien innocents d'avoir consacré tant d'énergie pour des résultats que beaucoup de "clients" n'ont pu maintenir en vie ou perpétuer. Si on prenait la peine de retracer des projets ou actions encore en cours, mis de l'avant grâce aux programmes de



Perspective-Jeunesse ou d'Initiatives locales, on constaterait que leur existence a été bien passagère. Il en a été de même pour le projet "Green Thumbs and Sore Thumbs", "terrains de jeu instantanés" qui ont redonné leur place à l'abandon et au délabrement.

"Il faut avoir des connaissances sociologiques pour essayer d'influencer la communauté qui nous entoure. Il s'avère aussi que l'aide aux défavorisés, à l'origine de notre action, a profité à des couches sociales plus élevées comme c'est le cas actuellement pour Arcaïde qui sert surtout la classe moyenne. Il y a aussi les étudiants qui ne sont plus autant intéressés ou motivés à travailler dans les "slums". La réalité de l'économie actuelle est un obstacle pour beaucoup."

Donc, Arcaïde est une clinique sous forme de cours optionnel. Les étudiants et les professeurs qui y participent reçoivent de quatre à huit clients par semaine, le lundi soir entre cinq et huit heures.

Ils rendent les services suivants: ils préparent des rapports sur des problèmes généraux de rénovation, ils font des relevés, ils donnent des références bibliographiques, ils répondent aux questions et préparent les clients à rencontrer un

architecte en pratique privée qui pourra solutionner leurs problèmes.

La clinique Arcaïde analyse le profil de son client habituel, c'est-à-dire celui qui vient en consultation à l'École d'architecture. Tout d'abord, ce dernier peut être un "hypochondriaque architectural", soit une personne qui a toujours l'impression d'avoir un problème de bâtiment et qui, souvent, ne se présente à la clinique que pour converser d'architecture ou de construction. Ensuite, il y a le client "à l'aise" qui vient à la clinique pour économiser sur les honoraires professionnels qu'il n'aura pas à payer pour cette consultation. Enfin, il y a — heureusement — le petit propriétaire qui croit que son problème n'intéressera pas un architecte (30 à 40 p.c. de ceux-là sont francophones), mais dont les questions sont à la mesure de notre action. Pourtant, il ne faut pas oublier que la clinique oriente beaucoup de clients vers des architectes en pratique privée quand l'impose l'échelle des services requis. On peut

facilement dire que la clinique Arcaïde apporte plus de projets aux membres de l'OAQ qu'elle ne pourrait leur en ravir. Sur ce sujet, nous avons proposé à plusieurs reprises qu'une telle clinique soit mise sur pied dans le domaine de l'architecture paysagiste où le besoin se fait réellement sentir.

Nos étudiants ont également travaillé dans des domaines spécialisés comme, par exemple, ce petit groupe qui a rénové un espace de jeu au Montreal Children Hospital.

Un GRT, des GRT... et plus encore

Selon Louis Pretty, l'origine des groupes de ressources techniques au Québec est attribuable plus à la formation naturelle de groupes comme celui dont nous parlons qu'à l'existence et à la subtile transformation des cliniques d'architecture ou d'aménagement dont nous connaissons maintenant l'existence. Pour ma part, je crois que c'est le milieu universitaire qui a engendré ce type d'action. C'est surtout dans ce milieu que s'est trouvée la relève né-

cessaire à la continuité de cette action. Et c'est encore dans le milieu universitaire qu'il faudrait faire appel à de nouvelles forces pour se joindre aux comités de citoyens, essoufflés par les longues et dures luttes qu'ils ont dû mener depuis 15 ans.

Il est intéressant également de relever un détail de structure qui semble être un atout de succès. Les 38 GRT existant actuellement sont demeurés autonomes et n'ont pas essayé de se former en fédération comme l'a déjà voulu le gouvernement et comme l'expérience a déjà été tentée avec le tout premier groupe coopératif, Coop Habitat.

Cette indépendance est la garantie de leur succès, surtout parce que les problèmes de quartier sont



uniques et que les idéologies sont différentes. Si un groupe ne fonctionne pas, les autres ne sont pas touchés. Tous les ans, chaque GRT doit coopérer avec le gouvernement pour faire une évaluation conjointe de son travail, rapports d'activités, rapports financiers. La subvention est accordée pour trois ans mais renégociable chaque année.

Si on voulait trouver un commun dénominateur à tous les groupes de ressources techniques, quelle que soit leur composition, il faudrait dire qu'ils se composent principalement de gens qui deviennent vite polyvalents à cause de leur travail à caractère multidisciplinaire. Les membres de chaque GRT connaissent ou arrivent à connaître le quartier à fond, ce qu'aucun autre

organisme ou bureau d'architecte ou université n'arrive à faire. Ils logent leur atelier dans un espace typique du quartier, généralement par manque de fond et constamment par choix. Ils arrivent à posséder le profil du quartier. Presque tous les gens impliqués font aussi partie d'organismes sociaux comme le CDS. Ils possèdent tous en commun un idéal de justice sociale et veulent que leurs services professionnels deviennent accessibles à tous.

On peut donc aujourd'hui constater le fait que le comité de citoyens est là plus pour rénover réellement que pour empêcher ou stopper les aberrations concoctées par un gouvernement ou un promoteur privé. Si on veut quand même donner des chiffres, on peut dire qu'un GRT rénove en général 40 logements par an. Au rythme de nos besoins, on peut donc en conclure qu'il y a matière à travail pour longtemps encore.

Dans les grandes villes, les GRT sont nés surtout dans les milieux universitaires comme je l'ai déjà mentionné. Cependant, dans les milieux ruraux et les petites villes, il aura fallu (puisqu'il n'existe pas là, en général, de suc-

curale universitaire), l'initiative des organismes communautaires ou des élus municipaux.

Il faut aussi faire état du lien qu'avaient établi les GRT avec le Comité d'habitation de l'OAQ. Il a été question de mettre sur pied un programme d'éducation permanente pour encourager les architectes en pratique privée à donner bénévolement de leur temps à leur cause. À ce jour, 35 architectes l'ont suivi et malgré la corrélation des chiffres, il n'y pas encore d'architecte permanent dans tous les GRT. L'Ordre est conscient de cette situation et permet aux jeunes architectes d'y faire leur cléricature sans patron nommé car cela se fait selon l'"esprit" de nos activités.

Les GRT ne sont donc pas une institution mais plutôt des entités qui naissent et disparaissent. Si quelqu'un vous pose la question à savoir combien de logements sont ainsi rénovés par année, il ne faut pas tomber dans le piège des statistiques car il y a surtout un mouvement à créer. "Le temps passé à former une coopérative indépendante est plus efficace que celui passé à former une entreprise unique qui regroupe tous les services des spécialistes concernés", selon Louis Pretty.

Logis-Pop est le seul programme de la SHQ qui soit lié aux coopératives d'habitation et à d'autres organismes non institutionnels. Il offre un fonds de démarrage de 500\$ (ce qui d'après moi est ridicule) et ensuite une subvention de 3 000\$ par logement en plus de la subvention globale pour le groupe de ressources techniques qui sera chargé du projet. Les exigences posées au groupe de ressources techniques sont d'abord de circonscrire un quartier propre à leur action, d'être prêt à s'y installer et ensuite d'obtenir l'appui des principaux groupes de citoyens et des organismes locaux.

Si on résume l'historique de ces activités socio-architecturales, on peut dire que Joe Baker, par son initiative dans Pointe Saint-Charles, a créé Loge-Peuple. Ensuite, cette expérience a amené James McGregor à former le CDLC. Puis, la Société d'aménagement de Pointe Saint-Charles et le comité des citoyens, sous le nom des Habitations communautaires Centre-sud, ainsi que quelques autres groupes déjà mentionnés ont suggéré à la SHQ de



débloquer le programme Logis-Pop, né de l'intervention de groupes de citoyens. Le ministre Guy Tardif les a vraiment écoutés en février 1977.

Loge-Peuple/Logis-Pop: peu de différence dans la consonance mais bien des années de travail et de lutte pour en arriver à une telle ressemblance. Mais il faut bien considérer ici que Logis-Pop, c'est encore trop peu. Vous me direz que je suis impatient et vous aurez tort. Cette impatience n'est pas seulement la mienne mais plus encore celle d'une population qui ne trouve même pas la possibilité de se construire une hutte comme tout habitant du Ruanda a la possibilité de le faire et, de plus, avec un salaire moyen de moins de 100\$ par an.

Pourquoi ? Parce que ce service, tout aussi essentiel que la santé et l'éducation, est encore aux mains des marchands de matériaux, d'entrepreneurs dont l'éthique demeure floue, de spéculateurs et de propriétaires qui n'ont qu'un intérêt dans la vie, celui de profiter de l'immobilisme dans lequel se trouvent placées toutes les classes défavorisées.

Si l'on veut changer la situation et accorder maintenant une priorité au logement, à l'habitation, au cadre de la vie quotidienne et — en principe — familiale, il faudrait déployer d'aussi grands efforts que ceux effectués dans l'éducation depuis 1960. Chaque chose en son temps, me dira-t-on ? Eh bien, il est grand temps que nous accordions pleine priorité à l'habitation au Québec et non pas seulement à l'intérieur d'un contexte économique qui devient prétexte au "minimum" et au "presque correct", prétexte à l'exploitation de la naïveté de ceux qui ne connaissent rien des métiers de la construction. Le gouvernement a prouvé dernièrement qu'il ne contrôlait pas toutes les opérations de la SHQ. Même si on avait toutes les raisons de croire que le gouvernement a l'oeil le plus vigilant, il est anormal qu'on ne puisse se fier complètement sur la probité des gens de la construction. Ce n'est pas une accusation mais une constatation devenue évidente

avec l'expérience du complexe olympique. Aujourd'hui encore, nous sommes témoins des procès qui se tiennent actuellement à propos des multiples fraudes commises à cette époque-là.



La vie de quartier

Cette priorité au logement impliquerait une attitude nouvelle qui valoriserait la vie de quartier. Est-on prêt, au palier municipal, à laisser se constituer des entités de vie qui réclameront un jour un certain pouvoir de décision ? Aujourd'hui, je ne sais même pas comment s'appelle "mon" conseiller municipal et je ne suis certes pas le seul. C'est un signe que ce palier de gouvernement n'insiste pas sur la véritable représentation du quartier dont on ne cite le nom que pour dire d'où l'on vient.

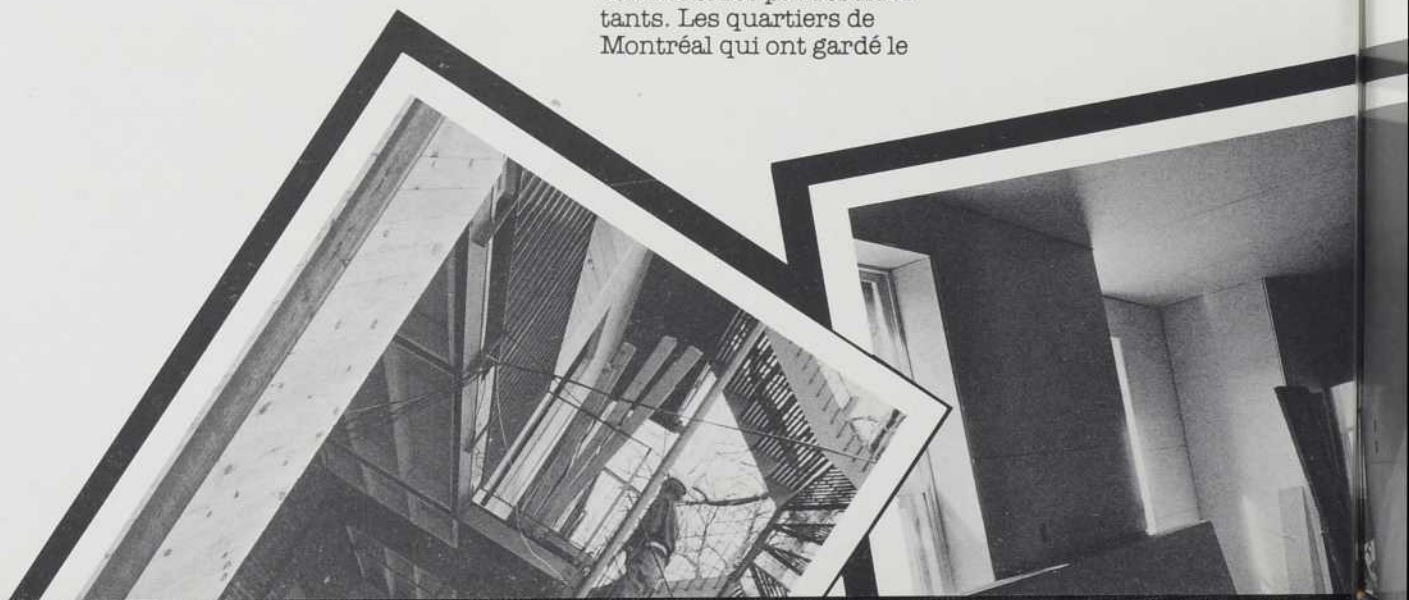
Ce sont les limites paroissiales qui servent encore alors que toute la symbolique en est disparue. Un quartier comme celui de Westmount a de vraies limites municipales qui sont perçues et connues comme telles par ses habitants. Les quartiers de Montréal qui ont gardé le

plus de cohérence ont peut-être été les plus défavorisés. Et nous avons compris bien tard l'importance de ne pas les détruire mais de les perpétuer.

Actuellement, les GRT sont au nombre de 38 au Québec et il en faudrait 138 autres même si les budgets de la SHQ devaient exploser. Imaginez un peu... $138 + 38 = 176 \times 50\ 000\$$. Pas même 10 millions de dollars en tout, à peu près l'équivalent de 10 milles d'autoroute !

Nous sommes ici devant une réalité difficile à cerner. Plus les groupements populaires se font entendre et plus les gouvernements sont obligés d'écouter et aussi d'agir même si rien n'est encore venu modifier l'attitude globale de tous les principaux responsables des politiques d'aide économique dans le domaine du cadre de vie quotidien. Les subventions sont toujours données pour le "logement défavorisé", c'est-à-dire que le principe d'économie et l'application des minima (selon les codes et règlements) occupent toujours la première place dans les objectifs de la fonction publique. Les administrateurs ne sont pas eux-mêmes (en majorité) issus de milieux défavorisés et la notion de justice sociale en est encore à l'étape qu'on pourrait appeler "charité sociale".

C'est le principal obstacle que nous devons franchir dans les années 80.



Nous devons non seulement modifier nos attitudes sociales mais nous devons également être tout aussi dévoués à cette cause que l'ont été les pionniers même les plus anonymes car, malgré les appuis dispersés que nous pouvons trouver aux divers paliers de gouvernement, il nous faudra une force titanesque pour modifier l'attitude hautaine et élitiste des administrateurs publics. Nos priorités ne peuvent plus et n'ont d'ailleurs jamais pu se situer au niveau des seules installations sportives ou touristiques. De la façon dont les choses vont à l'heure actuelle, ce sont nos propres concitoyens qui jouent aux touristes et aux nomades dans leur propre ville.

Ce qui permet de penser que les efforts des cliniques d'architecture n'ont pas été vains, mais leur contexte et leur forme d'intervention ne se sont pas révélées être des plus efficaces pour la population. Leurs interventions ont apporté un degré d'engagement personnel au niveau de l'apprentissage du métier d'architecte.

Comme vous le savez maintenant, ces cliniques sont considérées comme des cours optionnels et de moins en moins d'étudiants les considèrent pertinentes, peut-être parce qu'ils croient que les milieux populaires sont incapables de se sortir de l'impasse de la pauvreté et qu'ils n'y voient là aucun futur client.

On pourrait donc presque conclure que l'engagement social à l'université, dans le domaine de l'architecture, est tout simplement optionnel !

C'est sûrement la raison principale qui explique aujourd'hui l'individualisme effréné des architectes québécois. Seule une poignée de braves (ou d'illuminés, selon certains) persiste à vouloir modifier le statu quo.

Il y a donc au Québec 38 GRT en opération, quatre à cinq membres actifs par GRT, c'est-à-dire moins de 200 personnes qui oeuvrent à cette grande priorité sociale. Il faut beaucoup plus de monde pour organiser les festivités de notre Fête nationale, lesquelles durent quatre jours. Où sont donc les architectes en face d'une telle réalité ?

Messieurs, sortez de vos alcôves douillettes, le temps n'est plus du Palais des congrès, il est à la vie de tous les jours... et nous avons bien du retard à combler !



L'efficacité énergétique **stimule** les ventes

**René Voyer,
constructeur,
peut en
témoigner**



“Pour l'acheteur d'aujourd'hui, la consommation d'énergie représente un élément clé dans le choix d'une nouvelle maison. Il y prête attention autant qu'aux autres facteurs importants comme le prix d'achat et le taux hypothécaire.

Frais de chauffage

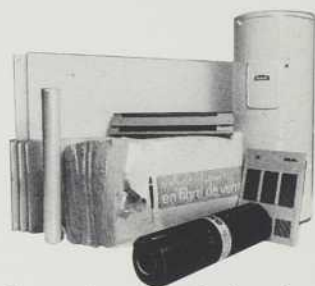


Le consommateur ne se satisfait plus de beaux effets architecturaux: il recherche surtout une maison qui ne lui coûtera pas une fortune à chauffer.

Les maisons construites suivant le Programme d'efficacité éner-

gétique de la Ligue de l'Électricité du Québec répondent aux nouvelles exigences du consommateur.

Le Programme est le plus rigoureux du genre dans le domaine de la construction. Il comporte un ensemble de recommandations ayant trait à tous les aspects qui influent



sur l'efficacité énergétique des maisons: isolation thermique, ventilation, chauffage, éclairage, chauffage de l'eau, etc.



La préférence des acheteurs pour ce type de maisons ne fait plus aucun doute. Toutes les maisons de Construction René Voyer Inc. portent désormais le symbole **e** de l'efficacité énergétique.”

Les deux «e» sont le symbole du Programme d'efficacité énergétique élaboré par l'Association canadienne de l'Électricité et mis de l'avant par la Ligue de l'Électricité du Québec.

**Ligue
de l'Électricité
du Québec**



Une perspective sociologique de la profession d'architecte

par Jean-Pierre Hardenne

L'architecture est-elle un art, une pratique ou une profession? Autrement dit, l'architecte exerce-t-il encore une pratique libérale ou s'est-il déjà vu obligé de se retourner vers un processus de professionnalisation qui est dominant sur le continent nord-américain?

Si l'on fait référence au champ de la sociologie des professions, le principal problème qu'on y rencontre depuis de nombreuses années, c'est de produire une définition rigoureuse du terme ou du concept de profession. Dans les diverses définitions apportées par cette discipline, certaines constantes apparaissent qui sont en général l'apanage des professions dites libérales en Occident.

Dans les professions libérales, le modèle dominant est celui de la médecine pour des raisons sans doute conjoncturelles au monde anglo-saxon et du fait qu'elle fut la première à s'institutionnaliser historiquement, les autres étant des modèles dérivés: le droit – l'avocat et le notaire, la religion – le prêtre et le pasteur, l'art et la technique – l'architecte et l'ingénieur. Cette différenciation chronologique n'explique certainement pas la totalité du processus mais le pouvoir d'un individu médecin sur les corps et sur la mort explique peut-être cette prééminence de la profession médicale dans nos sociétés occidentales.

Les constantes des professions libérales sont la formation intellectuelle, l'acquisition d'une technique ou d'un art à la suite d'une longue formation professionnelle donnée par des institutions reconnues et de haut niveau: universités ou écoles supérieures assimilées, et l'existence d'une association pour le contrôle des compétences et des activités professionnelles. Ce contrôle, exercé par des pairs, est généralement reconnu sur le plan légal; il est donc institutionnel et se base sur un code de déontologie.

On peut distribuer en trois ou quatre catégories la littérature spécialisée, rendant compte par là de façon générale et schématique de l'évolution de la sociologie des professions. Elles sont chronologiquement les suivantes: l'approche essentialiste, l'approche fondée sur les phénomènes de pouvoir et celle basée sur la division du travail. Elles répondent respectivement aux études sociographiques mettant en évidence les attributs des professions, à celles qui dans une perspective évolutive s'interrogent sur l'émergence de nouvelles professions et sur le processus de professionnalisation et, enfin, celles plus récentes consacrées aux professionnels salariés ainsi qu'aux relations entre professions et organisations, donc entre professionnalisme et syndicalisme.

On peut considérer que l'émergence d'une recherche sur les professions est liée à la croissance continue du nombre des professionnels dans l'ensemble des travailleurs et à la perception d'un conflit croissant, inhérent aux sociétés industrialisées, entre l'intérêt général et l'intérêt particulier ainsi qu'à une interrogation sur l'avenir des corps professionnels.

Dans le cas particulier de cet article, on s'attachera plus particulièrement à essayer d'éclairer les changements et les mutations de la pratique de l'architecture, donc de la profession d'architecte. Il est certain que des similitudes apparaîtront en filigrane au cours de ces lignes avec la médecine, le droit et la religion.

La profession d'architecte est clairement identifiée à partir d'un idéal humaniste qui se traduit dans la notion moderne de synthèse, de créativité et d'efficacité, basé sur l'acte total et sur la vocation ou le don, et d'une pratique formée par la triade: dialogue avec le commanditaire, coordination, mise en forme ou synthèse. Cet ensemble

qui a l'air de définir de façon absolue la pratique de la profession d'architecte, semble pourtant, après réflexion, être semblable en tout point à la définition qu'on pourrait donner de la médecine, la seule différence objective discernable est que celle-ci n'est pas en crise alors que la première l'est.

À cet égard, étonnamment nombreux sont les architectes qui, en vertu des "valeurs" dont il se réclament, s'attachent à dénier la réalité de leur propre pratique se défendant, par cette opération, contre la perspective de devoir accepter un statut en contradiction presque formelle avec les idéaux en vigueur. Pourtant, si le problème en est bien un de civilisation, il est aussi un problème d'homme.

L'évolution des connaissances scientifiques, des technologies et des matériaux ainsi que des méthodologies de travail conditionnent aujourd'hui les activités des architectes en exigeant d'eux des connaissances techniques, juridiques et financières pour lesquelles leur formation, basée avant tout sur la transmission d'un système de valeurs, d'une idéologie formelle, ne les avait guère préparés. On comprend que ces changements entraînent des réactions de la part des architectes dont la formation, les normes, les valeurs, la conception qu'ils ont de leur rôle sont modelées par les règles de la profession libérale.

Cependant, ces modifications de leurs propres conditions de travail ne sont pas les seuls changements qui affectent les architectes car on assiste également à un rétrécissement du champ de la fonction d'architecte. La prise en charge de problèmes technologiques par des bureaux d'études techniques, des départements d'études et de recherches dans les grandes entreprises de construction ainsi que par des équipes spécialisées dans les sociétés de promotion immobilière, consacre une première division du travail et une parcellisation de l'acte de bâtir entre des acteurs différents dont l'un d'eux, l'architecte, a gardé comme seule pratique la synthèse d'ordre formel des implications traitées par ses rivaux.

On voit par là que le champ d'intervention de l'architecte, tel qu'il s'était défini à travers le processus d'émergence de la profession aux XVI^e et XVII^e siècles, s'est considérablement restreint. Mais cette division du travail est aussi en train de s'opérer à l'intérieur même du milieu de la pratique architecturale par un processus de concentration et de monopolisation qui crée les grandes agences. Celles-ci sont peu nombreuses aujourd'hui mais leur taille et leur nombre ont tendance à croître, ainsi d'ailleurs que le pourcentage du chiffre d'affaires global qu'elles traitent par rapport aux petits bureaux traditionnels.

C'est dans ces grandes agences qu'on voit se développer rapidement une organisation du travail selon deux types: la spécialisation par objet et la séparation de l'acte architectural en phases distinctes hiérarchisées. Dans certaines agences, chaque architecte salarié est responsable d'un projet; il n'y a pas à proprement parler de division du travail mais plutôt répétition côte à côte d'actes identiques par des équipes parallèles, et ce presque exclusivement dans le cas d'agences qui ont une volonté et une consécration de performance formelle reconnue et où le statut des architectes est beaucoup plus souvent celui de l'association à des degrés divers que celui du salariat. Dans d'autres, on sépare l'acte architectural en phases d'étude, de conception et de direction de chantier, chaque architecte salarié assumant une seule tâche distincte.

Cette pratique se double automatiquement d'une hiérarchisation des tâches calquées sur la valorisation des différentes composantes de la pratique définie par l'idéologie du professionnel libéral, indépendant dans l'exercice professionnel, entretenant un colloque singulier avec son client, détenteur de l'expertise globale et chargé d'une mission totale.

De cette manière, l'architecte – patron de l'agence – assure personnellement la recherche des affaires, les contacts préliminaires avec la clientèle et les organismes financiers. Il dirige la phase de conception et supervise la direction du chantier mais, dans ces derniers cas, le suivi des opérations va être confié exclusivement aux architectes salariés alors que les opérations de préparation des marchés, de comptabilité, d'établissement des devis ainsi que les dessins de réalisation vont être exécutés par des employés spécialisés de l'agence. Ainsi apparaît très nettement une division du travail qui opère à trois niveaux: le premier centré sur les activités économiques, les relations avec l'extérieur et la définition des directives; le deuxième axé sur le projet architectural proprement dit et le troisième étant essentiellement constitué des tâches techniques. Parce que l'enseignement reçu les a préparés à exercer la maîtrise d'oeuvre et à monopoliser l'acte de création, les architectes salariés vivent leur condition en terme de prolétarianisation d'autant plus que, jusqu'à une date récente, ils vivaient leur situation comme transitoire, mieux comme une étape indispensable de leur carrière avant l'association ou la fondation de leur propre agence. Mais cette situation a radicalement changé avec la tendance à la concentration des agences et à la généralisation du salariat, évolution dont la crise économique a atténué les manifestations tout en provoquant un rétrécissement du marché de l'emploi. Ceci engendre chez les architectes salariés un sentiment d'impuissance et de condamnation, le salariat à vie voire le chômage étant incompatible avec les attentes qui ont déterminé leur choix de cette profession.

Aussi, en marge de la pratique architecturale, assiste-t-on à l'éclosion d'une série de pratiques différentes, nées d'une conscience sociale accrue, de la part de nombreux jeunes architectes. Il n'est pas inutile de rappeler que la fermeture quasi totale du marché domiciliaire encore aux mains d'une multitude de petits entrepreneurs-promoteurs ainsi que du marché de la résidence familiale de luxe, résiduaire privilégié de la première commande architecturale, et enfin l'inexistence de concours ouverts permettant aux nouveaux diplômés de faire la preuve de leur expertise et de leur capacité, ne peuvent laisser grand espoir d'un travail pertinent aux jeunes. Plus nombreux d'année en année, ceux-ci débouchent sur un marché traditionnel du travail qui, lui, a tendance à se rétrécir inexorablement.

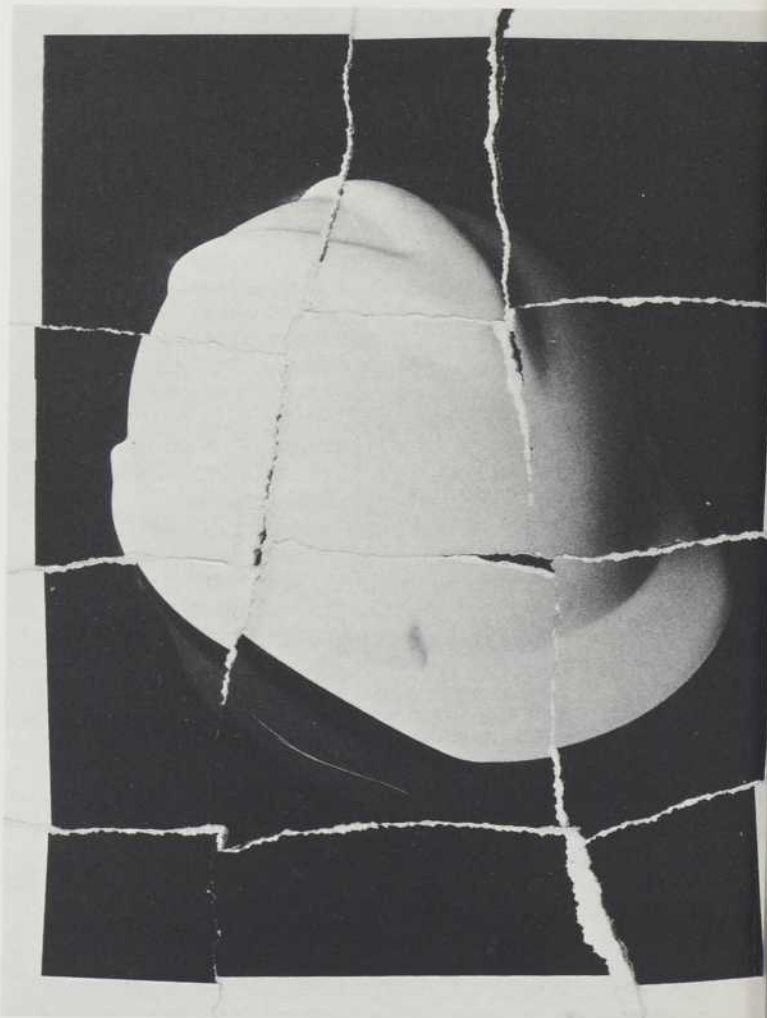
L'autonomisation des institutions de formation par rapport aux structures de défense et de contrôle de la profession, comme l'Ordre des Architectes, ne laisse prévoir aucune harmonisation des politiques d'enseignement et de professionnalisation.

Cette dualité encourage deux options complémentaires mais contradictoires: de la part de l'Ordre, une volonté d'élargissement de la mission de l'architecte ainsi qu'un contrôle plus rigoureux sur les pratiques de l'acte de bâtir et une inquiétude quant à la qualité de l'environnement; de la part des diplômés, on assiste à une volonté de produire des pratiques différentes investissant un marché

peu ou pas encore occupé.

Ces pratiques alternatives sont de deux types. Premièrement, un investissement des différents organismes de l'État qui, dans sa politique de service et de normativité, emploie un nombre croissant de ces jeunes cadres professionnels dans ses ministères, sociétés ou programmes. Les architectes pourront retrouver là, en partie, leur idéal de service puisque cette socialisation se fonde sur la compétence réelle des acteurs sociaux. Elle rend ainsi d'autant plus légitime la position de ceux-ci car ils se voient confier un pouvoir fonctionnel. Ces compétences leur confèrent des responsabilités qu'ils exercent au nom des fins collectives pour le contrôle et le maintien des relations publiques et de l'ordre social. La professionnalisation devenant une des composantes principales du fonctionnement démocratique et libéral de la société, elle s'avère un fait tellement essentiel que certains pensent qu'elle dominera la société contemporaine et rendra périmés les problèmes traditionnels de l'autoritarisme politique.

En second lieu, un certain activisme social débouchant sur un "engagement politique" ou une conscience écologique, c'est-à-dire qu'un certain nombre de programmes fédéraux, provinciaux et municipaux vont permettre à certains autres jeunes architectes de s'insérer dans le champ des problèmes urbains par le biais d'une assistance technique, mais ceci presque toujours au prix



de la négation de leur pratique architecturale et de leur formation de base, ne subsistant plus que par leur volonté de servir et de s'engager. Cette démarche débouche souvent sur de cruelles désillusions personnelles qui ont pour résultat l'abandon de la pratique de l'architecture et la réorientation vers une difficile théorisation ou des champs d'intervention connexes. Ils seront alors confrontés à de véritables spécialistes qui leur dénieront, à moyen terme, toute capacité et toute spécificité.

Enfin, on voit se dessiner à partir des options écologiques une nouvelle relecture de cet idéal de service qui essaie actuellement, à travers une série de contraintes techniques différentes, de redéfinir une commande privée particulière visant l'autoconstruction, l'autosuffisance énergétique et une relation autre entre le client et l'architecte puisqu'il faut encore l'appeler ainsi.

La transformation des structures implique moins la fin des architectes qu'une nouvelle division du travail entre les acteurs participant à la construction. L'architecte déchargé de la responsabilité du chantier et dans la moindre mesure du contact direct avec le client et des problèmes financiers, voit sa fonction réduite à celle de la conception. En tant que concepteur, il n'est pas sans concurrents ni totalement dépourvu d'atout car, à condition qu'il parvienne à s'affirmer comme le détenteur unique d'une fonction partielle en privilégiant dans l'ensemble de ses prestations ce qui le distingue des autres acteurs dans le processus de construction — ce qui fait sa spécificité —, il pourra se donner les moyens de circonscrire dans la nouvelle division du travail un champ d'intervention privilégié.

Cette évolution éclaire la distinction entre les deux tendances constitutives et contradictoires dans le développement de la division du travail au sein des corps professionnels.

C'est ainsi, d'une part, que de nouvelles professions tendent sur la base d'une spécialisation plus étroite à se séparer institutionnellement des professions existantes en imposant des filières de formation séparées et en constituant des associations professionnelles distinctes. D'autre part, les professions anciennement établies cherchent à maintenir et parfois à étendre leur monopole sur un ensemble d'activités aussi large que possible, ne serait-ce que pour des raisons économiques.

Ce cadre pose les évolutions possibles de la profession d'architecte. Mais la réponse à ces questions ne peut sans doute se trouver que dans une sociologie des professions qui ne serait plus qu'un aspect d'une sociologie de la division du travail. La notion de profession, qualifiant alors des groupes réels d'occupations plutôt qu'un type idéal, perdrait sans doute de son "univocité" et gagnerait en pouvoir d'analyse parce qu'elle deviendrait un élément parmi d'autres d'un processus de transformation de l'ensemble des occupations.

Moulin, Raymonde. **Les architectes, métamorphose d'une profession libérale.** Calman-Lévy, Paris, 1973. 311 pages.

Afin d'éclaircir la situation actuelle, Raymonde Moulin et son équipe nous proposent les résultats d'une étude réalisée en France au début des années 70 sur l'éclatement de la profession d'architecte. Deux objectifs particuliers sont visés: établir les relations qui s'instaurent entre les divers groupes d'acteurs intervenant dans le processus de construction et cerner les transformations survenant dans l'univers des valeurs des architectes.

Cet ouvrage, aride sur certains plans, n'en constitue pas moins un excellent outil de réflexion sur l'évolution de la profession d'architecte.

Kostof, Spiro, éd. **The Architect, Chapters in the History of the Profession.** Oxford University Press, New York, 1977. 371 pages.

Voici les thèmes contenus dans cet ouvrage:

- la pratique architecturale dans la Grèce et l'Égypte anciennes;
- les architectes romains;
- l'architecte au Moyen Âge;
- l'émergence de l'architecte italien au XVe siècle;
- le nouveau professionnalisme de la Renaissance;
- l'administration des bâtiments royaux en France, de Charles V à Louis XIV;
- la montée de l'architecte professionnel en Angleterre;
- le rôle de l'École des Beaux-Arts aux États-Unis;
- l'éducation architecturale aux États-Unis: 1930-1970;
- les femmes dans la profession architecturale américaine;
- idéaux et réalité de la pratique de l'architecture aux États-Unis entre 1865 et 1965.

On sera étonné, à la lecture de cet ouvrage, de voir comment un grand nombre des questions soulevées sont toujours d'actualité.

Association des Architectes de la Province de Québec.

Étude sur l'avenir de la profession, rapport-synthèse de l'étude réalisée par Serge Carreau et Léonard Warshaw. Montréal, 1970. 71 pages.

L'étude de Carreau et Warshaw vise à stimuler la discussion sur l'état et l'avenir de la profession d'architecte au Québec. Les auteurs identifient cinq niveaux principaux de problèmes, à savoir la réalité professionnelle de l'architecte, la pratique architecturale, le rôle social de l'architecture et de l'architecte, les nouveaux contextes décisionnels et les nouveaux rôles. Par l'entremise d'une enquête menée auprès des membres de l'Association, ils cherchent à dégager, si ce n'est des solutions, du moins une série d'interactions liant les problèmes aux contextes dans lesquels ils se manifestent.

Par cette étude, certaines réponses voient le jour. Par la forme interrogative de leur rapport-synthèse, les auteurs favorisent la poursuite du débat.

AVEC LES ENCOURAGEMENTS DE

C.R.S. Inc., consultants

mécanique, électricité et énergie
3333, du Souvenir,
Laval, H7V 1X1 332-3730

Dan Sergu Hanganu, architectes

1422, Ave. McGill College, Bureau 300,
Montréal, H3A 1Z6 288-1890

Stahl & Nicolaidis, architectes

1425, de la Montagne,
Montréal, H3G 1Z3 288-2201

Dufresne, Farley & Associés, Ingénieurs-conseils,

mécanique électricité
200, rue Sauvé ouest,
Montréal, H3L 1Y9 384-0440

Martineau, Vallée, Regimbald, Ingénieurs-conseils

structure
6655, Côte-des-Neiges, Suite 300,
Montréal, H3S 2B4 739-2265

Bouthillette & Parizeau & Associés, Ingénieurs-conseils,

mécanique, électricité,
9825, rue Verville,
Montréal, H3L 3E1 387-3747

Leroux, Leroux, Nantel, Papin & Associés, Ingénieurs-conseils

structure, mécanique, électricité,
110, Crémazie ouest,
Montréal, H2P 1B9 384-4220

Bertrand, Pelletier & Marcel Valin, architectes

1535, Chemin Ste-Foy,
Québec, G1S 2P1 681-3571

Les Laboratoires Ville-Marie Inc.

Études géo-techniques et laboratoires de matériaux,
1200, Boul. St-Martin ouest,
Laval, H7S 2E4 384-7970

Les prix d'excellence...revus et corrigés

par France Vanlaethem

France Vanlaethem, architecte diplômée de l'École de la Cambre à Bruxelles, est professeur au Département de design de l'université du Québec à Montréal. Parallèlement, elle poursuit des études de doctorat à l'Université de Montréal où elle a entrepris des recherches sur le Mouvement moderne.

Pour la quatrième année consécutive, les architectes du Québec ont été sollicités pour présenter une de leurs réalisations au concours du Prix d'excellence de l'Ordre des Architectes du Québec. Un jury, composé majoritairement de professionnels, a distingué quatre projets pour leur excellence. En cette période de crise de la pratique et de la pensée architecturales, ce concours constitue non seulement par ses résultats présents mais aussi passés, un indice pour évaluer la situation objective et subjective de l'architecture au Québec.

Les résultats du Prix d'excellence 81 reflètent une image à facettes multiples de l'architecture et de la profession. Les oeuvres distinguées sont diversifiées tant par l'origine et le contenu de la commande à laquelle elles répondent, que par la position des architectes face à la pratique et au débat architectural qu'elles révèlent.

Ces oeuvres comprennent deux réalisations dans le domaine de l'habitation: un groupement de 18 habitations unifamiliales – cottages semi-attachés – sur l'île des Soeurs, oeuvre de l'architecte Dan Hanganu;

et la maison d'un jeune couple et de leur enfant, aux environs de Saint-Hyacinthe, oeuvre de l'architecte Jacques Rousseau. Dans le domaine de l'architecture institutionnelle, il s'agit de la succursale d'une banque dans le centre commercial de Montréal, rue Sainte-Catherine ouest, oeuvre de l'agence Stahl et Nicolaidis; et d'un édifice à bureaux regroupant le siège social et le bureau régional du ministère du Revenu, en banlieue de Québec, oeuvre de l'agence Gauthier-Guité-Roy.

Habitations suburbaines proches de la nature et de la ville

Si, dans ces deux dernières réalisations, l'architecte remplit avec grande compétence son rôle traditionnel de concepteur formel et technique auprès d'un maître d'oeuvre, les deux premiers projets explorent, par contre, de nouvelles voies professionnelles et techniques. Dan Hanganu est à la fois promoteur, architecte et constructeur des habitations sur l'île des Soeurs. Cette concentration des fonctions lui a permis de construire des habitations qui se distinguent dans la production résidentielle de masse non pas tant par leur qualité technique que par leur organisation spatiale et leur expression architecturale. Malgré cette différence, ce produit architectural répond à un besoin: pour les 12 premières maisons vendues sur plan, plus de 100 familles se sont montrées intéressées, en l'occurrence des acheteurs représentatifs de la population de l'île, des cadres et des professionnels, et non pas la moyenne des propriétaires montréalais.

Par le pouvoir d'initiative acquis et un contrôle accru sur le processus de construction, l'architecte a élargi ses possibilités créatrices. Il définit formellement ses constructions, leur extérieur et leur intérieur, comme un volume sculpté par la lumière. À l'extérieur, chaque groupe apparaît comme une masse unitaire modelée par le jeu libre des pleins et des vides. À l'intérieur, chaque maison est un grand espace ouvert

centré sur l'escalier qui unit les différentes aires de vie et dont les rapports fonctionnels sont transgressés par les liaisons visuelles et les pénétrations de lumière. S'il ne rompt pas avec la tradition moderniste au niveau de la conception d'ensemble où le plan reste une génératrice, Hanganu s'inscrit par le traitement de certains détails dans la tendance actuelle qui cherche à sémantiser l'architecture par la référence formelle aux

traditions populaire et architecturale.

C'est ainsi que ces habitations suburbaines qui cherchent à renouer avec un mode de vie plus proche de la nature, évoquent par certains traits de leur architecture la ville toute proche, rappelant certains de ses quartiers les plus typiques, renvoyant aux maisons traditionnelles de la rue Saint-Denis dont certains aspects de la typologie sont cités.



Pour une poétique de la tradition rurale



La seconde réalisation résidentielle primée manifeste des intentions semblables à la première par sa recherche de nouveaux contextes d'intervention et son désir d'enrichir le langage architectural par la référence à la tradition constructive du lieu. Néanmoins, elle s'y oppose par les moyens utilisés et le résultat atteint.

La maison présentée par l'architecte Jacques Rousseau est l'aboutissement d'une rencontre, d'une coopération exceptionnellement étroite, d'un échange presque intime entre l'architecte et son client. Dans cette communication intense, les rapports de type professionnel se dissolvent dans le dialogue quotidien qui oriente la mise en forme, se transforme en relations amicales dans l'expérience commune de la construction. Bien plus que le produit de

l'exploration militante de voies alternatives pour la pratique architecturale et pour la vie quotidienne, cette habitation est le fruit de la "débrouille", celle d'un jeune couple qui cherche à échapper à la morosité des développements suburbains, à la facilité des bungalows de banlieue et à la réduction de l'habitat familial dans des espaces normalisés. C'est aussi la "débrouille" d'un jeune architecte qui refuse les conditions de travail dominantes, le salariat en agence et explore des modes d'intervention marginaux.

Cet engagement personnel et total de chacun dans l'expérience aboutit à une maison qui se souvient de l'architecture rurale traditionnelle et qui l'évoque de manière créatrice, sensible et actuelle. Une maison qui rappelle la grange, la maison de ferme non seulement par ses formes, mais aussi par son mode de construction familial et artisanal. Dans un verger, sous un grand toit recouvert de tôle dont le sommet affleure la cime des pommiers, l'espace familial se déploie, espace unique, où les rapports visuels et sonores cherchent à concrétiser de nouvelles rela-



tions, espace diversifié aux ambiances et aux connotations multiples. C'est ainsi qu'au-delà de ses qualités formelles et techniques, cette réalisation trouve sa valeur dans le rapport retrouvé de l'habitation, objet technique et fonctionnel, au vécu et à l'imaginaire.

Cette poétique, l'architecte l'a communiquée en partie dans la présentation de son envoi au concours, dans ses dessins et leurs légendes, où il tente de dépasser les moyens de figuration simplement techniques pour suggérer l'épaisseur symbolique de l'architecture. Cependant, par les techniques figuratives utilisées, le document présenté ne s'en adresse pas moins aux pairs de son concepteur et renvoie avant tout au discours savant de l'architecture, à la produc-

tion architecturale contemporaine désignée et consacrée par la critique, montrée et reconnue par la presse spécialisée. En ce sens, il trahit quelque peu le projet réalisé, son rapport étroit à l'habitant et son processus d'autoconstruction.

Un contexte de volumes et de rapports spatiaux

Bien plus que le souci humaniste de créer un environnement de travail meilleur par un contact immédiat avec la nature, l'action des groupes luttant pour la défense de la ville et de son centre comme patrimoine et milieu de vie a parfois conduit au rejet des grandes implantations des pouvoirs publics et privés à l'extérieur de la ville, en terrain encore neutre. Ce contexte éclaire les options adoptées par les architectes et leur client dans la conception du bâtiment du Revenu où les services ont été regroupés dans un édifice massif et bas, implanté dans un boisé de la municipalité de Sainte-Foy.

Ce bâtiment articule une géométrie complexe cherchant à réduire l'effet de



masse produit par l'importance du volume construit sans toutefois établir des rapports visuels contrastés entre les éléments ni exprimer les différences fonctionnelles d'usage et de construction.

Les différents volumes sont enveloppés dans un épiderme uniforme, un mur-rideau de verre réfléchissant dont le jeu des miroirs brouille les rapports spatiaux, camoufle la matérialité même du bâti-

ment qui reflète l'image de son environnement naturel. Cette architecture de miroirs, devenue depuis quelques années le travesti commun des bâtiments publics et séduisante au premier abord par sa perfection technique et sa simplicité formelle, ne rappelle que de loin l'architecture de verre des années 20 qui, par son éclat cristallin et son affirmation au cœur de la ville, tentait de visualiser la foi dans le progrès technique et social.

Bien au contraire. Par sa présence équivoque, impersonnelle et aveugle, cette architecture exprime l'incertitude de notre époque ainsi que la réserve publique des pouvoirs économiques et étatiques dans leur inscription urbaine.

Image urbaine traditionnelle et efficacité moderne

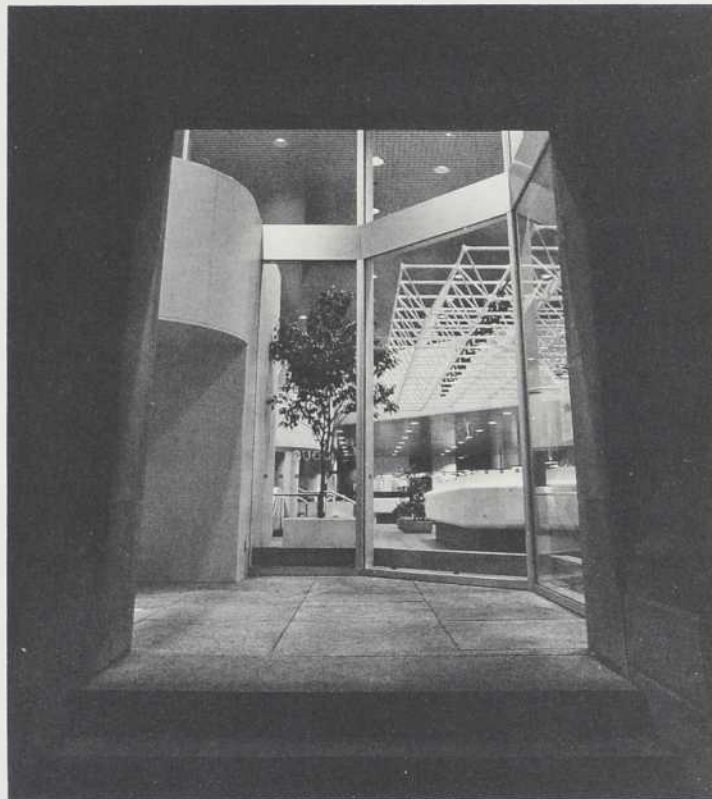
Le programme auquel répond le bâtiment bancaire conçu par l'agence Stahl et Nicolaidis, est d'importance relativement modeste. La mission de l'architecte porte sur la rénovation architecturale d'une construction ancienne à l'angle des rues Sainte-Catherine et Drummond, endommagée par un incendie.

Comme la plupart des bâtiments bancaires érigés au début du siècle en Amérique du Nord, celui-ci affirme publiquement sa fonction par son architecture néo-classique, par son portique monumental sur la rue et l'ordonnance sévère de sa façade latérale. L'intérêt principal de cette réalisation réside dans la façon dont les architectes ont réussi à associer la respectabilité de l'image urbaine traditionnelle aux significations d'efficacité, de rapidité et de fiabilité que les services bancaires cherchent aujourd'hui à projeter.

Du bâtiment original seuls sont conservés les murs de façade en maçonnerie mais leur fonction est modifiée: autrefois

porteurs, ils deviennent une simple enveloppe. La masse extérieure, la composition réglée des façades s'opposent à l'agencement dynamique du volume intérieur unifié, à son ambiance colorée fraîche. La symétrie classique est transgressée par la disposition des aires de service et

de la zone publique librement articulée autour des éléments verticaux de circulation, localisés en respect des normes de sécurité. Les tours compactes des escaliers de secours ponctuent l'espace; les bandes, horizontales ou obliques, des rampes, des garde-corps et des comptoirs lui



apportent sa fluidité: leur blancheur et leur lustre contrastent sur le gris mat des murs extérieurs qui seuls le limitent.

L'unité visuelle des zones actives, publiques et privées, est préservée par l'aménagement paysagé des aires de bureau ou leur cloisonnement transparent. Les valeurs modernes de l'institution bancaire, exprimées par l'unité, l'ouverture et le dynamisme de l'espace intérieur, sont encore suggérées par la simplicité visuelle des détails techniques et par l'harmonie des couleurs à signification fonctionnelle. Au-delà de la restauration fidèle mais peu signifiante pour le présent, cette intervention ponctuelle propose la réhabilitation d'un bâtiment ancien où les exigences fonctionnelles sont affrontées sans concession, où l'expression plastique de valeurs aujourd'hui dominantes est actualisée dans un langage résolument moderniste sans pour autant rejeter la nécessaire présence du passé, mais sans non plus se retourner vers un nouvel historicisme.

L'architecture au Québec à la croisée des chemins

L'ensemble des résultats du Prix d'excellence, depuis sa création en 1978, permet-il de remarquer un changement dans la production architecturale au Québec? Les années précédentes, le Prix de l'OAQ avait reconnu avant tout des grandes réalisations, principalement publiques: en 1979, la station de métro Angrignon de Jean-Louis Beaulieu; en 1980, le nouveau campus de l'université du Québec à Montréal des architectes Dimakopoulos, Jodoin, Lamarre, Pratte, pour ne citer que les projets primés. Leur architecture ne remettait pas en cause les acquis du Mouvement moderne, exception faite pour la maison Bradley de Peter Rose. Le fait que, cette année, la sélection montre surtout des projets d'im-

portance modeste est-il significatif de la dégradation actuelle des conditions de la pratique, du resserrement de la commande d'architecture depuis la fin des années 70, de la baisse de l'investissement immobilier consécutif à l'aggravation de la crise économique internationale, voire de la situation politique provinciale? Ou bien ce résultat qui retient des constructions formellement originales, sinon marginales par les conditions de leur réalisation, indique-t-il un renouveau de l'architecture, les premiers moments d'une transformation profonde de la pratique où l'intervention de l'architecte porterait sur des opérations d'envergure réduite et se ferait dans le cadre d'équipes professionnelles plus petites et selon des modes d'action élargis et

diversifiés? Peut-être les projets retenus ne sont-ils que des premières manifestations locales concrètes de la mise en question du Mouvement moderne, de l'intérêt retrouvé pour la dimension symbolique de l'architecture et pour son histoire?

L'architecture au Québec ira-t-elle jusqu'au reniement total du modernisme, de ses acquis fondamentaux, des rapports à l'usage et au processus de construction, pour opérer un retour inconsideré à la tradition comme certaines tendances de l'architecture contemporaine?

Autant de questions encore sans réponse.

Mies van der Rohe et Aalto à Montréal, un succès d'animation

par René Viau

Coup sur coup, le musée des Beaux-Arts de Montréal se décidait à nous présenter, du 27 février au 5 avril, deux expositions touchant le design et l'architecture: la grande rétrospective Alvar Aalto que fait circuler le musée d'Architecture de Finlande et une présentation des meubles et dessins de Mies van der Rohe au Museum of Modern Art de New York, présentée par Ludwig Glaeser, conservateur des archives Mies van der Rohe. La réponse du public fut encourageante.

Dans un milieu presque désertique à l'égard des présentations architecturales de toutes envergures, le MBAM devenait une oasis. 25 849 visiteurs ont parcouru les salles du musée lors de la tenue de ces deux expositions, selon le Service des communications du musée. En terme d'affluence, c'est énorme. Presque un record quand on sait que seule la présentation du "Musée imaginaire de Tintin" — un super-show muséologique exceptionnellement efficace — a attiré, cette année, plus de monde au musée.

Le succès des expositions Aalto et Mies van der Rohe confirme donc le grand besoin de présentations muséologiques là où le public montréalais n'est guère gâté.

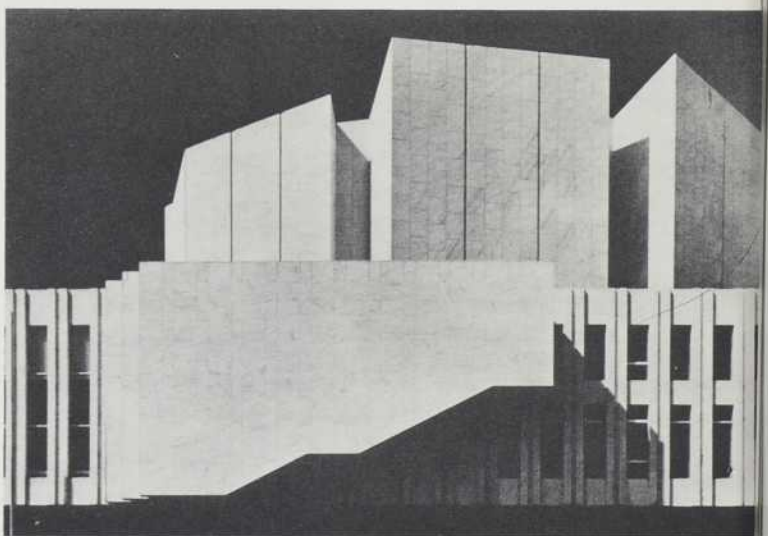
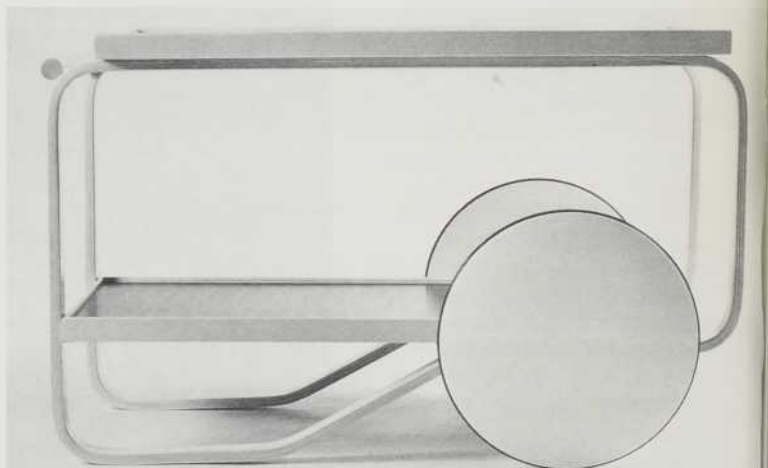
Une ouverture

"Il est heureux que le MBAM ait pu saisir au vol ces deux expositions itinérantes en les groupant", a déclaré Normand Thériault, conservateur de l'art contemporain, qui eut la responsabilité de monter l'exposition finlandaise. Pour lui, il s'agit d'un premier geste dans un domaine trop longtemps négligé et qu'il convient désormais d'approfondir.

"Si notre choix s'est porté sur Alvar Aalto, a-t-il expliqué, c'est aussi en raison des similitudes évidentes entre certaines conditions géographiques, physiques, voire même économiques et culturelles propres à la Finlande et au Québec. Aalto est pour moi un exemple utile, important." Quant à Mies van der Rohe, la tenue de l'exposition coïncidait avec l'inauguration des nouvelles salles consacrées au mobilier et aux arts décoratifs. "De l'exemplaire unique, on pouvait faire ainsi le lien avec des chaises produites en série à impact spectaculaire, a-t-il ajouté, et ce par un créateur qui abordait de front les problèmes du design et de l'architecture."

L'exposition Mies van der Rohe comprenait quatre groupes d'œuvres: structures de tubes d'acier, éléments tubulaires de support, châssis de fer plat, dessins expérimentaux. À travers ces "modèles" que sont devenues des œuvres aussi marquantes que la chaise d'appoint de 1927, la chaise et le tabouret Barcelone de 1929, la chaise Tugendhat de 1929-1930, la chaise Brno, et à travers ses propres dessins, le public pouvait se familiariser avec la place du meuble dans la conception de l'environnement chez Mies ainsi qu'avec le rôle de l'industrie dans leur production. À cette occasion, l'exposition mettait l'accent sur l'innovation technique et formelle chez Mies van der Rohe, designer.

Pour sa part, la grande rétrospective d'Aalto mettait l'accent d'une façon pédagogique sur les aspects multiples de l'intervention de l'architecture tant en design, en urbanisme ou en architecture qu'en dessin et en peinture. La production d'Aalto y apparaissait



comme une application de sa pensée et de sa réflexion. L'humanisme d'Aalto, son souci "écologique", sa plastique, voilà les thèmes qui en ressortaient.

Les "mordus"

Comment ces expositions furent-elles perçues et par quels publics ? Difficile à dire ! Une opinion parmi tant d'autres, celle de Luc Courchesne, designer mont-réalais, graphiste et concepteur entre autres des sacs de voyage **Boule**:

"L'exposition Aalto nous expliquait sa démarche tout en nous communiquant une grande intimité avec l'homme. On y sentait ses motivations profondes." Au sujet de la présentation Mies van der Rohe, Courchesne est d'avis qu'il aurait fallu donner plus de points de repère ou de mises en situation comme l'ont fait les organisateurs de l'exposition Aalto. "Mais l'important, a-t-il insisté, c'est la démonstration ici du travail de deux 'artistes pratiques' - c'est ma définition du designer. Le grand public pouvait se rendre compte que ce fameux mot de **design** ne signifie pas un produit fini, mais bien un processus de travail. Des expositions comme celles-là rétablissent les faits."

Autre témoignage sur ces deux expositions: un ébéniste fasciné par le travail du bois recourbé autant chez Aalto que chez Mies. Il y a pris des idées qui lui permettront, a-t-il assuré, d'aller plus loin après avoir assimilé directement ce qu'il a vu.

Cet ébéniste ainsi que Luc Courchesne font partie de la clientèle des "mordus", de ceux qui sont restés des heures au musée en arpègent la salle, découvrant, comparant. "Des architectes sont

retournés plusieurs fois avec leurs amis", nous a déclaré Paule Delisle, historienne d'art qui servait de personne-ressource au public du musée durant la tenue des expositions. Elle était là pour susciter des commentaires, répondre aux questions et surtout, nous a-t-elle expliqué, pour développer "la mécanique du pourquoi". Sans avoir là-dessus de critères scientifiques, elle affirme que, outre ces professionnels "mordus", le public des expositions peut être segmenté en trois autres catégories: les familles, les étudiants et le grand public en général.

Aalto, oui.

Mies, avec réserve

Paule Delisle a le plus déployé son enthousiasme envers ces familles et le grand public en général. Il va sans dire qu'ici "le grand public en général" est une catégorie abstraite qu'elle emploie faute d'une meilleure dénomination. Selon elle, ce monsieur Tout-le-Monde indéfinissable éprouvait une fascination interrogatrice devant les meubles du maître d'Aix-la-Chapelle. "On ne comprenait pas que ses meubles soient aujourd'hui des objets de luxe contestant ainsi la mission sociale du Bauhaus qui voulait mettre le beau et l'utile à la portée de tous." Chez Aalto, cependant, a-t-elle fait remarquer, cette absence de dichotomie entre les résultats et l'intention était perçue comme exemplaire. En gros, selon elle, le public retenait davantage la somptuosité de l'objet et la sophistication technique et esthétique de Mies van der Rohe alors que la présentation sur Aalto, axée sur son discours créateur, le touchait et le stimulait avec plus d'éloquence. Ces gens

y trouvaient des réponses toutes faites aux grands débats actuels sur l'environnement. Simplification ? Sans doute. La cote d'amour a semblé aller à la présentation ultradidactique des Finlandais. Curieusement, c'est pourtant ce côté pédagogique de la rétrospective de Helsinki qui a déplu à bien des artisans, designers et architectes. Trop de textes, a-t-on reproché, ainsi qu'une certaine confusion dans la disposition de l'exposition. Cependant, tous étaient loin d'être unanimes là-dessus.

Un outil pédagogique

"Une chose est certaine, a ajouté Paule Delisle, auprès des étudiants, l'accueil a été vorace. Il faut dire ici que le terrain leur avait été magnifiquement préparé par les professeurs venus d'abord en reconnaissance et qui ont vu dans cette présentation un outil pédagogique de tout premier ordre." Ces étudiants arrivaient de partout: cégeps de tout le Québec, universités tant d'Ottawa et de Québec que de Montréal, étudiants en architecture, design, décoration intérieure ou dessin technique, beaux-arts, théâtre ou éducation.

Leurs réactions ? En voici quelques-unes prises parmi les plus significatives, selon Paule Delisle. "Aalto et Mies évoluaient dans les années 20, 30, 40, 50. Ils ont découvert énormément. Encore aujourd'hui, c'est très actuel. Comment faire pour créer du nouveau, moi étudiant ?" Stimulation à la créativité, l'exposition devenait pour nombre de jeunes gens, une mise en situation devant les lois d'une économie perçue comme omniprésente. "Financièrement, l'architecte et le designer opèrent avec

des contraintes que n'avaient pas Aalto et Mies." Si la vision d'Aalto suscite beaucoup d'interrogations sur l'environnement immédiat, voire culturel, du Québec des années 80, l'expérience du Bauhaus et son "échec" demeurent des thèmes préoccupants en rapport avec les oeuvres de Mies dont les dessins d'atelier ont fait grande impression. Dans quelques cas, une visite aux expositions a servi de déclencheur à une contestation de la formation académique reçue, une formation trop technique qui, au gré de certains, ne fait pas assez de place à l'histoire de l'architecture et du design modernes. "Ça, c'est une remise en question", conclura Paule Delisle.

Une exhortation

Le mot de la fin, je le laisse à Yves Deschamp, architecte, professeur d'histoire de l'architecture au département d'Histoire de l'art à l'université de Montréal. Il est, bien sûr, enchanté, du succès "populaire" des deux expositions. Et pour cause ! Selon lui, on ne s'intéresse pas assez à la théorie et à l'histoire de l'architecture et du design, même dans le milieu professionnel. "Quand on sait ce qui se fait ailleurs en architecture aujourd'hui, c'est presque anachronique. À l'exemple des conférences Alcan, pourquoi devrions-nous laisser cela à nos confrères anglophones ? Le milieu reste pauvre là-dessus. Peu importe le sujet, il nous faut de l'animation architecturale. Cela pourrait être aussi bien une exposition d'architecture gothique ! Et, pour combler ces lacunes, les architectes eux-mêmes ont une bonne part de responsabilité."

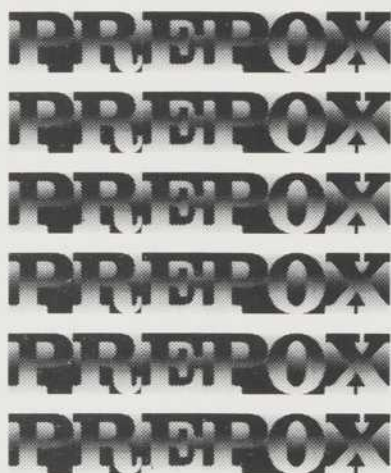


**ENTREPRISES
QUICKSPAN**

(Division de Domlim Inc.)

- Dalles évidées de béton préfabriqué de type "Spiroll"
- Brique de béton de type "Rustique"

475, Place Trans-Canada
Longueuil, Québec J4G 1P4
(514) 651-4000



Utilisez
pour construire, décorer,
réparer ou rénover
des produits de hautes
performances
à base de résines
époxydes catalysées.

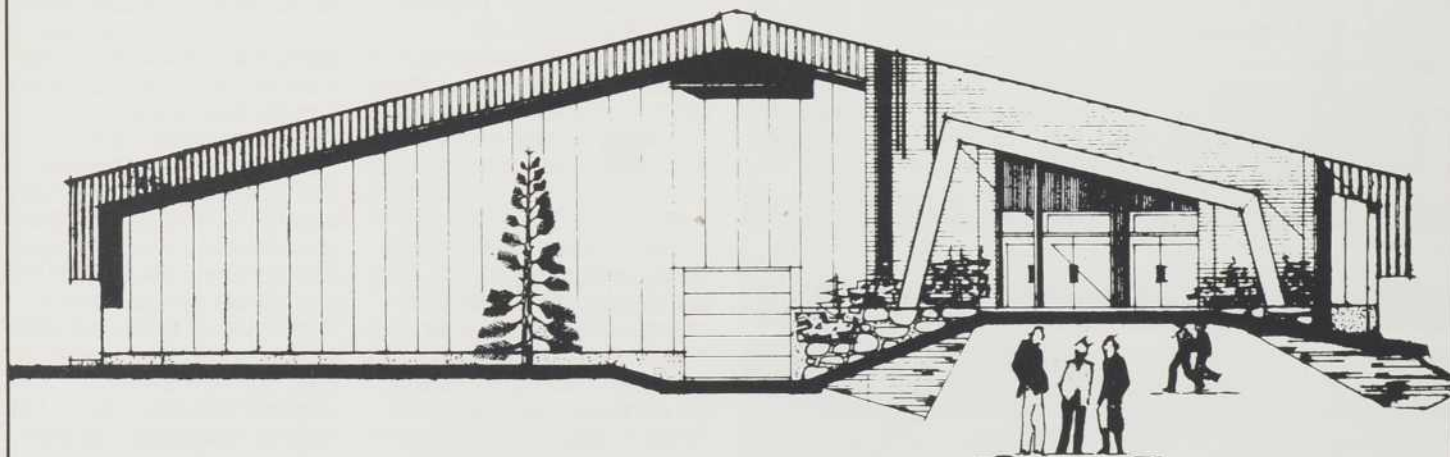
To build, decorate,
repair or renovate
use
the high performance
catalysed epoxy products.

Obtenez votre catalogue
en écrivant à:

To obtain more information
write to:

PREPOX INC. 1457 Cunard, Laval, Que. H7S 2B7 (514) 663-1054

Bâtiment Préfabriqué Bernard Ltée Au service de l'architecture



Pour toute conception de projets n'hésitez
pas à communiquer avec nous afin d'obtenir
les informations techniques



600 Boulevard de l'Industrie
Route Transcanadienne - Sortie 112
Belœil (Montréal), P.Q. Canada, J3G 4S5
Téléphone. (514) 467-6521
Sans frais. 1-800-361-0317

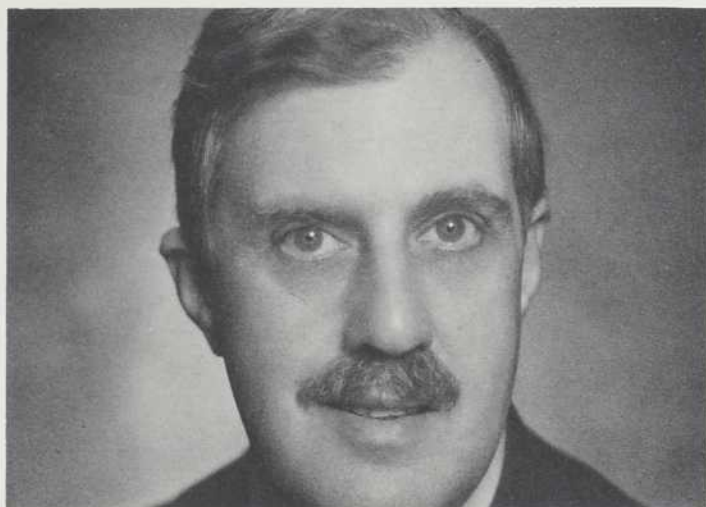
Tribute to professor Peter Collins

by John Bland

Peter Collins, Professor of Architecture, McGill University, died after a brief illness at home in Montreal on June 7th, 1981. His wife, the former Margaret Taylor of Ottawa, had predeceased him in December last year. He was an ideal teacher, always well prepared himself, he encouraged a rigorous attention to detail among his students. He will be greatly missed by his colleagues, friends and many others interested in architecture.

He had a swift and accurate mind and the ability to write exceptionally well. He is surely to be remembered for his books, *CONCRETE, THE VISION OF A NEW ARCHITECTURE*, translated to Italian as *LA VISIONE DI UNA NUOVA ARCHITETTURA*; *CHANGING IDEALS IN MODERN ARCHITECTURE*, translated to Spanish as *LOS IDEALES DE LA ARQUITECTURA MODERNA*; *SU EVOLUCION* and *ARCHITECTURAL JUDGEMENT*; and, as Editor of the *JOURNAL OF ARCHITECTURAL HISTORIANS* 1967-68. In addition about a hundred essays and reviews have appeared over his name in most of the architectural periodicals in North America and England, and for a time he was architectural correspondent to the *MANCHESTER GUARDIAN*. He also wrote the article "Architectural Theory" for the *ENCYCLOPEDIA BRITANNICA*. Among his more recent essays were those published in the October 1979 issue of *THE AMERICAN INSTITUTE OF ARCHITECTS* and the November 1979 issue of the *JOURNAL OF ARCHITECTURAL EDUCATION*. One of his essays was reprinted in Dr. Bissell's Centenary Anthology entitled: *A CENTURY OF GREAT CANADIAN WRITING*.

Early in his career Peter Collins developed a special love and knowledge of the architecture of France which gave him standards



to measure and comment seriously upon all kinds of architectural events but in other areas an eye for humbug always aroused a quick response in him, which sometimes led to unexpected adventures. His Department of Trivia and Ephemera once caused great merriment and more than a little caution at McGill. His Montreal Philogastric Institute provided a few stiff exercises for local chefs and much pleasure as well. Born in Leeds in Yorkshire in 1920, his architectural studies at the Leeds College of Art, begun in 1936, were interrupted in 1939 by seven years in the British army. For two years he was a Trooper in the Yorkshire Hussars; then for three years, an Intelligence Officer, Middle East and Italy; and finally, Captain, General Staff, The War Office, London. Upon discharge he returned to Leeds and obtained a Diploma in Architecture with Distinction in 1948. He went then to Switzerland and France to work on the design of reinforced concrete structures — mostly on Auguste Perret's reconstruction of Le Havre. In 1951 he returned to England to lecture in Architecture at Manchester and later to begin graduate work under Professor Cording which led to a Master of Arts in 1955. His continuing interests are shown by the title of his thesis: "The Development of Architectural Theory

in France in the Mid-eighteenth Century", and the 1954 Royal Institute of British Architects Silver Medal for an essay entitled "Jacques François Blondel". During this time he was frequently in Paris and on one occasion, in August 1953, he married the charming Canadian who was later responsible for his coming to Canada. The year he completed his work at Manchester he received a Fulbright Traveling Scholarship and an appointment to lecture in Architectural History at Yale University. In 1956 he was appointed an associate professor at McGill, where he became responsible for reorganizing the undergraduate courses in the history and theory of architecture. It was at this time he completed the book inspired by his work with Perret, *CONCRETE, THE VISION OF A NEW ARCHITECTURE*. It earned him the Henry Florence Architectural Book Scholarship in 1960. In 1962 he was appointed a full professor of Architecture at McGill, a permanent member of staff and by coincidence it was the year he became a Canadian citizen. In 1964, by foregoing holidays and some telescoping of his duties at McGill, he was able to accept, with well remembered pleasure, a visiting professorship at Smith College. In 1965, what appears to have been his most successful book, *CHANGING IDEALS IN MODERN ARCHITECTURE*

first appeared. So far it has had four editions, one of which was in Spanish. In 1966 he enjoyed being a visiting lecturer in Cambridge University. In 1967-68 he was the Editor of the *Journal of the Society of Architectural Historians* and during the summer vacation a visiting professor at Berkeley, the University of California. In 1968-69, a sabbatical leave from McGill permitted him to surprise his friends by returning to Yale to begin a study of law when he was named a Research Fellow in the University Law School. In the same year he received the Hitchcock Medallion from the Society of Architectural Historians in Great Britain. His law studies, begun at Yale, were completed at Queen's in 1971, when he obtained the Master of Laws degree for a thesis entitled: "Amenity, a study of jurisprudential concepts which affect the legal control of urban environments, and their relevance to Canadian constitutional law". In the same year his last book, *ARCHITECTURAL JUDGEMENT* was published. As a comparative study in decision making in architecture and law, one suspects it could explain his interest in law had been aroused by a desire to contemplate the history and theory of architecture with the history and theory of another discipline. In 1972 the award of the Architecture Critic's Citation of the American Institute of Architects marked his eminent contribution to architectural thought in America, a fitting final tribute to a distinguished man.

One must add that Peter Collins was an honorary corresponding member of the Société des architectes diplômés par le gouvernement (France); membre de l'Ordre des architectes du Québec and a Fellow of the Royal Architectural Institute of Canada.

Design à 3

Un colloque sur
l'intégration du
design à l'UQAM.



Du 22 au 24 avril s'est tenu à l'université du Québec à Montréal un colloque sur le design, organisé conjointement par le Département de design de l'UQAM, Design Canada et le Centre de recherches industrielles du Québec (CRIQ). Cet événement se voulait avant tout une ouverture sur le monde et les invités, venus principalement des États-Unis et de l'Europe, présentèrent leurs réalisations qui illustraient les nouvelles tendances du design graphique, du design industriel et du design de l'environnement.

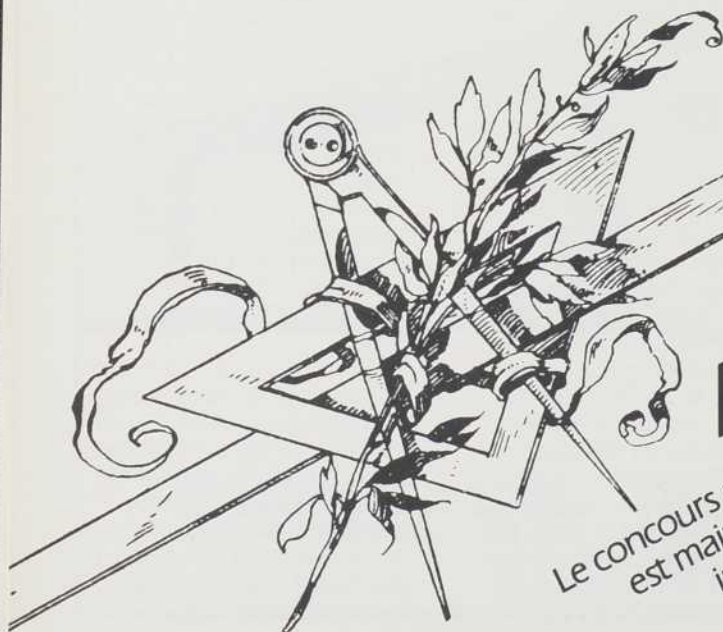
Durant la première journée, une série de communications sur le thème de l'avenir de l'enseignement du design rassembla les protagonistes du prochain congrès de l'ICSID, prévu au mois d'août en Finlande, auquel se joindront également les assemblées d'ICOGRADA et d'IFI autour de l'idée d'"intégration du design". Tour à tour, Arnold Friedman, Arthur J. Pulos, Walter Jungkind et Rudolf Sramek soulevèrent l'intérêt de l'auditoire avec la perspective des changements technologiques dans le domaine de la communication et de l'information. Cette journée se termina par la remarquable intervention de Lars Lerup. Ce dernier, renouant avec l'analogie de l'architecture et du langage comme institution, mit en garde les designers contre les illusions du progrès technique, leur rappelant qu'il faut au contraire se fondre littéralement dans le présent qui, selon lui, n'a jamais été aussi propice ni aussi favorable à l'éclosion d'une nouvelle culture matérielle.

Les deux journées suivantes témoignèrent du niveau international visé par le colloque et chacun sut apprécier l'efficacité des organisateurs. En effet, plus de 400 personnes purent assister aux exposés audio-visuels de Herbert I. Dann, designer chez Corning et renommé pour la qualité du design des objets quotidiens de la cuisine; de Hans Baumier, graphiste munichois; d'Albert Leclerc, d'origine québécoise, "alter ego" d'Ettore Sottsass et designer industriel chez Olivetti à Milan. On pouvait d'ailleurs voir sur place les innovations de la firme Olivetti

dans tous les domaines du design, depuis sa fondation au début du siècle. Cette exposition, montée dans la galerie de l'UQAM, à proximité des salles de réunion, offrait le panorama complet des produits, bâtiments, salles de vente et bureaux, ainsi que des publications qui ont fait la réputation mondiale d'Olivetti et imposé une image publique si forte qu'IBM et d'autres firmes encore s'en sont inspirées dans le but d'associer création visuelle, design et industrie.

Au cours de ces deux journées, l'assistance eut également la possibilité de voir des œuvres graphiques de Frances Butler, de suivre Evert Endt dont l'agence est à Paris et qui partage ses activités entre les deux rivages de l'Atlantique depuis qu'il a quitté Raymond Loewy. Lance Williams fit découvrir aux spectateurs médusés les possibilités de l'image bidimensionnelle et tridimensionnelle par ordinateur. Patricia Phillips obtint un succès incroyable auprès des étudiants et professionnels en leur faisant découvrir l'univers enthousiasmant du groupe **Site** de New York. Mervyn Kurlansky, le dernier intervenant, livra les secrets de la réussite du groupe **Pentagram**, heureux rejeton d'une de nos vieilles connaissances, le groupe **Archigram**. C'est ainsi qu'il démontra à tous que Pentagram travaillait d'abord pour Pentagram parce que le désir du client était avant tout de recevoir les services de Pentagram.

Cette première du Département de design de l'UQAM fut donc une parfaite réussite et notre milieu devra désormais compter avec le dynamisme de cette jeune institution. Dans son discours d'ouverture, le recteur Pichette s'appliqua à en convaincre une assistance fort représentative de professionnels, d'industriels et d'enseignants au sein de laquelle Patrick Blouin y marqua l'intérêt qu'attachent les architectes du Québec au développement du design. De plus, comme le rappela le recteur, la présence de l'UQAM se fait aussi sentir par ses bâtiments puisque son nouveau campus vient d'être reconnu et primé pour l'excellence de son design architectural.



ATTENTION!

Le concours pour le nouveau symbole graphique de l'OAQ est maintenant ouvert à tous les Québécois. Toutes les informations nécessaires peuvent être obtenues à L'Ordre des architectes, 1825, boul. Dorchester ouest, Montréal, Québec H3H 1R4 (514-937-6168).



legerlite®

legerpente®

Système intégré de panneaux à modules coniques
qui élimine à **100%**
votre problème d'eau sur les toîts.
Consultez nos feuillets thématiques:

1°

Pourquoi un système de drainage

2°

Application

3°

Références

4°

À quoi sert un bassin-drain

5°

La ligne de pente

6°

Les parapets

Information:
Isolation LegerLite inc.
a/s Services techniques
(514) 321-7843 Sans frais: 1-800-361-1923

avec PAVE-UNI vous choisissez la beauté... une fois pour toutes!



Pour information composez (514) 351-2120

MONTCO

8140 - 4e Avenue
Ville d'Anjou (Montréal)
P. Québec H1J 1A4

Région Québec:
Les Pierres Lévisiennes Inc.
680 Trans-Canada
St-David, Lévis G6V 6N4
(418) 837-0347

Région Lac St-Jean:
Maconnex Inc.
2223 St-Paul
Chicoutimi G7H 5B3
(418) 549-7345

Région Hull-Ottawa:
Eastern Brick & Stone
R.R. no 4,
Russell Road
Ottawa, Ontario K1G 3H9
(613) 523-6145

Région Trois-Rivières:
Construction Raymond Bertrand Ltée
2925, boul. Tebbut, C.P. 62
Trois-Rivières
(Parc Industriel no. 2) G9A 5E3
(819) 373-5444

PAVE-UNI, fabriqué de béton de très forte résistance,
vous est offert en différentes couleurs.
Par sa forme auto-bloquante exclusive il donne un cachet distinctif
aux entrées de garage, aux patios, aux terrasses...
Une surface avec PAVE-UNI ne peut ni bouger, ni craqueler.

Disponible dans la plupart des centres de matériaux de construction et de jardinage.